



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

# CADRE DE DIAGNOSTIC DE LA DECLARATION DE WASHINGTON

UN OUTIL POUR LES MEMBRES DU SYSTEME DE  
CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY POUR  
MESURER LES PROGRES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE  
LA «DECLARATION DE WASHINGTON SUR  
L'INTEGRATION DU DEVELOPPEMENT DE  
L'EXTRACTION ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE DE  
DIAMANTS »

**JUIN 2013**

Cette publication a été produite pour revue par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International. Elle a été préparée par Tetra Tech et Estelle Levin Ltd.



# REMERCIEMENTS

Le Cadre de Diagnostic de la Déclaration de Washington (CDDW) est un outil d'auto-mesure pour utilisation par les gouvernements. Il est conçu pour aider les pays producteurs de diamants artisanaux à évaluer comment leurs cadres juridiques, politiques et pratiques concernant l'exploitation artisanale et à petite échelle du diamant s'accordent avec les objectifs de la Déclaration de Washington, de manière à les améliorer et les suivre au fil du temps.

Le CDDW est basé sur la boîte à outils du Cadre de gouvernance foncière (2012) développée par la Banque mondiale. Le CDDW a été développé par Estelle Levin Ltd, Tetra Tech, le gouvernement américain, des experts en diamants artisanaux du monde entier et en étroite consultation avec les membres affiliés du groupe de travail du Système de Certification du Processus de Kimberley sur la Production Artisanale et Alluviale (WGAAP) qui peuvent éventuellement l'adopter, le tester et le mettre en œuvre.

Ce Cadre de Diagnostic a bénéficié des apports et des perspectives des personnes suivantes : Dorothee Gizenga (DDI), Maxime Kazagui (Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley en RCA), Ngomesia Mayer-Kechom (DDI), Tim Fella (USAID), et Mark Freudenberger (Tetra Tech).

Ce rapport a été préparé pour l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), contrat USAID Property Rights and Resource Governance (PRRG) - PLACE IQC, USAID Contract No. EPP-I-00-06-00008-00, Task Order 2, Task 3.4, Washington Declaration Assessment Framework, sous le Task Order Property Rights and Resource Governance Program (PRRGP), sous le Indefinite Quantity Contract Prosperity, Livelihoods, and Conserving Ecosystems (PLACE).

Auteurs: Cristina Villegas (ELL), Estelle Levin (ELL), Sébastien Pennes (Tetra Tech), et Ruby Weinberg (ELL)

Contributions et revue: Dorothee Gizenga (DDI), Maxime Kazagui (Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley en République Centrafricaine), Ngomesia Mayer-Kechom (DDI), Tim Fella (USAID), Frank Pichel (USAID), et Mark Freudenberger (Tetra Tech). Le rapport a aussi incorporé les commentaires de 55 participants à l'atelier sur la Déclaration de Washington organisé en marge de la conférence intersessionnelle du Processus Kimberley, à Kimberley le 3 juin 2013.

Mis en oeuvre par:  
Tetra Tech  
P.O. Box 1397  
Burlington, VT 05402

Image de couverture : des artisans miniers tamisent le gravier diamantifère dans le district de Kono, au Sierra Leone. Photographie de Estelle Levin Ltd.

# CADRE DE DIAGNOSTIC DE LA DECLARATION DE WASHINGTON

UN OUTIL POUR LES MEMBRES DU SYSTEME DE  
CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY  
POUR MESURER LES PROGRES DANS LA MISE EN  
ŒUVRE DE LA «DECLARATION DE  
WASHINGTON SUR L'INTEGRATION DU  
DEVELOPPEMENT DE L'EXTRACTION  
ARTISANALE ET A PETITE ECHELLE DE  
DIAMANTS »

JUIN 2013

## **CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ**

Ce rapport est établi à partir des sources et des données qu'Estelle Levin Ltd (ELL) considère fiables, mais ELL ne fait aucune représentation quant à leur exactitude ou leur exhaustivité. Ce rapport est fourni à titre informatif et ne doit pas être considéré comme constituant des approbations, représentations ou garantie de quelque nature que ce soit. Estelle Levin Ltd décline toute responsabilité quant aux conséquences qui en découlent dans la poursuite de n'importe laquelle des recommandations formulées dans ce rapport, que ce soit individuellement ou collectivement. Les opinions et les informations fournies sont valables à la date d'émission du rapport et sont sujettes à modification sans préavis.

Les opinions de l'auteur exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence américaine pour le développement international ou du gouvernement des Etats-Unis.

# CONTENTS

Acronyms.....	iv
Glossary .....	v
Overview .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
1.0 Why is a Diagnostic Framework Needed? .....	2
1.1 Why it is important to improve the developmental performance of the artisanal diamond sector? .....	3
1.2 How development performance in the ADM sector is usually assessed	4
1.3 Challenges of assessing development performance.....	4
1.4 Approach and structure of this tool .....	4
1.4.1 Approach .....	5
1.4.2 Tool structure .....	5
1.4.3 Key considerations .....	5
1.4.4 Outcomes .....	6
2.0 Areas Covered by this Diagnostic Framework.....	8
2.1 To improve formalization .....	8
2.1.1 Lower Fees and Increase Accessibility of Mining Licenses (A1).8	
2.1.2 Enhance Data Collection and Analysis (A2).....	8
2.1.3 Strengthen Property Rights (A3) .....	8
2.1.4 Financial Transparency and Good Governance (A4).....	9
2.1.5 Empower Artisanal Miners to Engage with Buyers and Investors (A5) .....	9
2.1.6 Expand Access to Mining Inputs (A6) .....	9
2.2 To improve social conditions in ASM communities.....	9
2.2.1 Support Complementary Livelihoods in ASM Communities (B1) .....	10
2.2.2 Working Capital and Organization (B2) .....	10
2.2.3 Mitigate Environmental Damage (B3) .....	10
2.2.4 Harmonization of Legal Frameworks (B4).....	10
2.2.5 Occupational Health and Worker Safety (B5).....	11
3.0 Self-Assessment Process .....	12
4.0 Self-assessment Tool and Metric .....	14
5.0 How to Interpret the Results .....	15
Bibliography.....	16
Annex A: Country Self-Assessment Tool for Policy Actions A1-A6.....	19
Annex B: Country Self-Assessment Tool for Policy Actions B1-B5.....	50
Annex C: Country Profile Sheet.....	30

# ACRONYMES

ASDM	Exploitation minière artisanale et à petite échelle de diamants
ASM	Exploitation minière artisanale et à petite échelle
AVEC	Association villageoise d'épargne et crédit
CDWD	Cadre de Diagnostic de la Déclaration de Washington
CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
DDI	Diamond Development Initiative
DPDDA	Droits de Propriété et Développement du Diamant Artisanal
DSRP	Document stratégique de réduction de pauvreté
ELL	Estelle Levin Ltd.
FDC	Fonds de développement communautaire
FDCZD	Fonds de développement communautaire des zones diamantifères
GPS	Global Positioning System
ITIE	Initiative de Transparence des Industries Extractives
IRRN	Initiative Régionale contre l'exploitation illégales des ressources naturelles
MOU	Protocole d'accord
OCEC	Organisation de coopératives d'épargne et crédit
ODM	Objectifs de développement du millénaire
ONG	Organisation non gouvernementale
PK	Processus de Kimberley
RESPOMIN	Red por la Minería Responsable / Réseau ibéro-américain pour l'ASM responsable
SCPK	Système de certification du Processus de Kimberley
SST	Santé et sûreté au travail
USAID	Agence américaine pour le développement international
USD ou US\$	Dollar américain
USGS	United States Geological Survey / Bureau américain des enquêtes géologiques
WGAAP	Groupe de travail sur la production artisanale et alluviale
ZASM	Zone d'exploitation minière artisanale et à petite échelle

# GLOSSAIRE

Aire protégée	Emplacement qui bénéficie d'une protection en raison de sa valeur naturelle, écologique et/ou culturelle reconnue. Il existe différents types d'aires protégées qui varient selon le niveau de protection en fonction des lois qui habilitent chaque pays ou des définitions des organisations internationales concernées. Le terme «aire protégée» inclut également les zones marines protégées.
Alluvionnaire	Les gisements de diamants alluvionnaires ont été transportés par le mouvement de l'eau. Ils comprennent les anciens et actuels lits de rivière, les berges, les terrasses graveleuses et les plaines inondables.
Artisan minier	Il s'agit de toutes les personnes concernées sur le site minier artisanal, de ceux qui nettoient le site à ceux qui enlèvent les morts-terrains, ceux qui trient et lavent le gravier, ceux qui transportent l'eau, ceux qui tamisent et lavent les résidus, et tous les rôles entre eux. Le terme implique la reconnaissance qu'il peut y avoir plusieurs rôles sur un site minier artisanal outre celui de creuser.
Bourse	Le terme usuel pour un marché du diamant.
Chaîne d'approvisionnement en amont	La chaîne d'approvisionnement en diamants de la mine de diamants au fabricant. « Les entreprises en amont » comprennent l'organisation artisanale du producteur, les marchands ambulants de diamants bruts, les commerçants, les exportateurs ou leurs agents, les importateurs de diamants bruts.
Chaîne d'approvisionnement en aval	La chaîne d'approvisionnement de diamants du fabricant au détaillant de diamants. "Les entreprises en aval" comprennent les commerçants de diamants polis, les agents, les trieuses, les fabricants de bijoux, les grossistes de bijoux et les bijoutiers.
Concession	Zone d'exploration minière dans lesquelles il est octroyé aux entreprises les droits d'exploiter et de générer des revenus de cette opération.
Consultation	Fait référence à la consultation des parties prenantes, visant à comprendre comment les principaux intervenants perçoivent un plan d'action ou les forces et les faiblesses individuelles et relatives des politiques.
Coentreprise	Un accord contractuel qui lie deux ou plusieurs parties en vue de faire fonctionner une entreprise commerciale particulière.
Coopérative	L'Alliance Coopérative Internationale définit une coopérative comme «une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs via une entreprise en copropriété et contrôlée démocratiquement ».

Creuseur	Un type d'ouvrier minier dont le rôle peut inclure la récupération de la matière minérale, l'enlèvement de la végétation et des rochers, la suppression des morts-terrains et l'extraction et le transport de gravier. Souvent confondu avec le terme «mineur», le terme peut être péjoratif dans certains pays. Dans certains contextes de diamants artisanaux, les tâches énumérées ci-dessus sont séparées et ne se font pas par la même personne ; dans ce contexte, le creuseur est la personne qui enlève les morts-terrains et n'exécute pas généralement les autres rôles potentiels sur le site, tels que ceux qui lavent les matières premières ou les déchets. Par conséquent, dans le but d'être plus inclusif de tous les acteurs de l'artisanat minier, les auteurs devront utiliser «artisan minier» pour désigner toutes les personnes impliquées dans la production sur le site minier.
Exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM)	Exploitation minière effectuée avec des outils rudimentaires ou des machines simples par des artisans miniers habituellement informels ou semi-formels ou de petits groupes de personnes, caractérisés par une faible productivité par tête, un faible taux d'investissement et une prédominance du travail manuel intensif. Pas d'exploitation industrielle.
Exploitation minière industrielle	Souvent appelée à moyenne ou à grande échelle, faite par des professionnels, par une entreprise légalement établie à la recherche d'un profit. Haut niveau de mécanisation et de capitalisation, faible intensité de travail. Pas d'exploitation minière artisanale.
Exploitation minière mécanisée	L'utilisation de machines soit pour supprimer ou déplacer la terre pour avoir accès au diamant que contient la pierre ou le gravier et/ou pour «laver» la pierre concassée ou le gravier.
Gouvernance	Selon la définition de la Banque mondiale, la gouvernance est: «la manière dont les fonctionnaires et les institutions publiques acquièrent et exercent l'autorité de façonner la politique publique et de fournir les biens et les services publics <sup>1</sup> .
Mineur	Se réfère généralement à toute personne impliquée dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle <sup>2</sup> . Cependant, dans certains contextes (par exemple, Libéria, Sierra Léone), «excavateur» et «tributeur» désigne la personne qui effectue le travail physique et le «mineur» est le titulaire de la licence légale (et qui rarement creuse et traite). Par conséquent, aux fins du présent rapport, les auteurs devront utiliser «artisan minier» pour désigner toutes les personnes impliquées sur le site de la mine : le titulaire de la licence légale et ceux qui font le travail physique sur le site.
Morts-terrains	Matière, tel que le sol, qui se trouve au-dessus de la zone d'intérêt économique.
Norme	Un ensemble de principes et de critères officiellement approuvés destinés à mesurer et sauvegarder les problèmes sociaux,

---

<sup>1</sup> Banque mondiale 2007, 67 dans Deininger et. al, 2012.

<sup>2</sup> Définition d'ARM-FLO



	environnementaux et de gestion dans le secteur industriel des mines d'or.
Opérateur de la chaîne d'approvisionnement	Une personne ou une organisation (par exemple, société, coopérative, association, etc.) qui possède les diamants et leur ajoute de la valeur d'une certaine façon, par exemple, un mineur les extrait du sol, un commerçant les déplace de la mine au marché et les trie, un fabricant les transforme de leur état rugueux au fini par polissage, etc.
Partie prenante	Une personne ou un groupe établi formellement ou informellement, dont la position peut influencer la décision et la réalité sur un sujet donné, en raison d'intérêts politiques, économiques ou moraux.
Producteur	Un producteur (mineur) de diamants
Région d'ASM	Pour les besoins de ce document, les "zones ASM" ou "zones d'artisanat minier" sont des endroits où se trouvent de larges groupes d'artisans miniers au-delà d'un simple individu, ou la présence d'ASM en tant qu'activité primaire ou complémentaire de subsistance. Elle est différente d'une zone ASM qui est légalement démarquée (voir ci-dessous).
Règlement	Ensemble de lois et de règles imposées par un gouvernement, soutenues par le recours à des sanctions qui visent précisément à modifier le comportement économique des individus et des entreprises dans le secteur privé <sup>3</sup> .
Résidus	Les restes de matières / déchets provenant de l'exploitation minière.
Populations vulnérables	Des groupes de personnes organisées par caractéristiques démographiques ou économiques (par exemple, les personnes âgées, les agriculteurs) qui sont touchés négativement par une activité.
Zone ASM	Zone légalement démarquée, désignée pour les opérations d'exploitation artisanale et à petite échelle. De telles zones existent en République Centrafricaine, au Ghana et en Guinée, entre autres. Cependant, la sécurité de propriété pour les artisans miniers légaux dans ces zones varie considérablement, tout comme la présence réelle de minerais alluvionnaires.

---

<sup>3</sup> Basé sur l'OCDE



# VUE D'ENSEMBLE

L'exploitation minière artisanale et à petite échelle de diamants (ASDM) a lieu dans dix-huit pays à travers le monde<sup>4</sup>. L'ASM se caractérise par un faible niveau de mécanisation et de capitalisation et à haute intensité de main-d'œuvre. Elle est généralement faite par les populations locales dans le but de créer des moyens d'existence ou de subsistance locaux ou comme des petites entreprises, ou en groupe ou au niveau individuel. Elle est souvent faite dans la poursuite de la subsistance individuelle et souvent dans des conditions d'informalité<sup>5</sup>. La contribution de l'ASDM assure la subsistance de quelque 1,5 millions de personnes et leurs ayants droit. Elle produit environ 25% des diamants bruts dans le monde et 16% des diamants de joaillerie<sup>6</sup>. La contribution de l'ASDM comme une proportion de la production mondiale devrait augmenter au fil du temps vu que peu de kimberlites sont découvertes. Pour certains, l'ASDM est un travail à temps plein. Pour d'autres, il s'agit d'un revenu complémentaire. Pour d'autres encore, c'est une source de revenu temporaire en période de crise. Toutefois, en raison de la conjonction de problèmes, dans certains pays, le secteur de l'ASDM a commencé à être lié ou associé au financement de groupes rebelles armés à la fin du 20ème siècle.

Le Système de Certification du Processus de Kimberley (SCPK) est une initiative multipartite réunissant des gouvernements, l'industrie et la société civile pour réduire le flux de «diamants de conflit» utilisés par les forces rebelles pour financer des conflits contre des gouvernements légitimes. D'abord convoqué en l'an 2000, il est entré en vigueur en 2003 et comprend maintenant 54 participants représentant 80 pays ; les membres du SCPK représentent environ 99,8% de la production mondiale de diamants bruts. Après la Déclaration de Moscou de 2005, en 2012 les participants au SCPK introduisirent la Déclaration de Washington en reconnaissant que le développement du secteur artisanal et des petites exploitations minières (ASM) à travers des initiatives de formalisation et d'amélioration des conditions sociales dans les communautés d'ASM serait de fortes incitations "à l'intégration des diamants bruts dans les chaînes de responsabilité légitimes"<sup>7</sup>. Cet outil propose des moyens concrets pour parvenir à une plus grande formalisation et au développement du secteur et aider les professionnels du gouvernement chargés d'organiser des ateliers axés sur l'action à concrétiser les réformes et à suivre les progrès.

En accord avec les autorités du SCPK et le Département d'État américain, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a coordonné le développement d'un Cadre de Diagnostic de la Déclaration de Washington (CDDW) ou d'une directive de mise en œuvre, afin d'aider les pays producteurs de diamants à mieux comprendre l'état de leur secteur ASM domestique, et les aider à évaluer et à suivre la mise en œuvre effective de la Déclaration de Washington. Ce cadre a été développé par les experts en ASM d'Estelle Levin Ltd (ELL) et a bénéficié des commentaires de plusieurs experts internationaux en diamant artisanal et des membres du Groupe de Travail sur la Production Alluviale et Artisanale (WGAAP) du SCPK. Le CDDW est une étape d'un long processus pour aider les gouvernements et les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement à atteindre les objectifs de la Déclaration de Washington.

---

<sup>4</sup> Angola, Brésil, Côte d'Ivoire, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Ghana, Guyana, Indonésie, Guinée, Libéria, la Namibie, la République du Congo, Sierra Leone, Afrique du Sud, Tanzanie, Togo, Venezuela, et Zimbabwe. Ces pays ne sont pas tous membres du SCPK.

<sup>5</sup> Villegas et. al, 2012.

<sup>6</sup> DDI, 2009.

<sup>7</sup> Déclaration de Washington (2012), p. 1

Le chapitre 1 de ce rapport souligne la nécessité d'un cadre de diagnostic et présente l'approche et la structure du cadre. Le chapitre 2 fait un examen conceptuel des différents objectifs politiques de la Déclaration de Washington et de la manière dont les indicateurs présentés dans ce document abordent quelques-uns des défis. Le chapitre 3 présente une description de la méthode d'auto-évaluation proposée.

# I.0 POURQUOI UN CADRE DE DIAGNOSTIC EST-IL NECESSAIRE ?

## I.1 POURQUOI EST-IL IMPORTANT D'AMELIORER LA PERFORMANCE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR ARTISANAL DE DIAMANTS?

Depuis le lancement officiel des contrôles du SCPK en 2003, il est généralement admis qu'il est plus difficile pour les diamants de conflit d'entrer sur les marchés internationaux. « Le Système de Certification du Processus de Kimberley est peut-être le fait le plus important qui soit arrivé à l'industrie du diamant pendant une centaine d'années<sup>8</sup> ». Depuis le début du SCPK, l'incidence des diamants de conflit dans les chaînes d'approvisionnement internationales a fortement chuté, les importateurs ont renforcé leurs contrôles et les pays producteurs de diamants artisanaux et à petite échelle (ASDM) ont une idée plus précise des chiffres de production autrefois opaques, entre autres réalisations<sup>9</sup>.

Pourtant, en dépit de ces réalisations, le SCPK fait face à des obstacles de mise en œuvre et de suivi, ainsi qu'à des défis de réputation persistants. La mise en œuvre efficace des objectifs de la Déclaration de Washington par les membres du WGAAP produira cinq bénéfices à court et à long terme :

1. Elle permettra **d'améliorer les effets du développement**. En termes géologiques, les gisements de diamants ne dureront pas éternellement. Il y a une possibilité limitée d'utiliser une ressource non renouvelable pour faire avancer un pays entier. Il est de l'intérêt économique immédiat et à long terme des pays *de rendre l'ASDM aussi développé que possible et au plus tôt*. Les résultats du développement s'amélioreront lorsque les appuis stratégiques des producteurs de l'ASDM et de leurs parties prenantes seront adoptés et maintenus<sup>10</sup>.
2. Elle améliorera la **réputation des diamants**, tout particulièrement la réputation des diamants artisanaux, lorsque les diamants deviennent une force plus visible pour le développement via des partenariats de développement accrus et des actions coordonnées.
3. Elle améliorera la **capacité technique** des gouvernements des pays producteurs d'ASDM en augmentant la performance économique et sociale de l'ASDM et en créant de nouvelles opportunités économiques pour leurs chaînes d'approvisionnement.
4. Elle mènera à **une plus large adoption des systèmes de contrôle internes du SCPK** lorsqu'il y a augmentation des incitations tangibles et des appuis au producteur pour le faire. De meilleures conditions économiques renforceront la volonté et la capacité des artisans miniers à participer à la chaîne légale. En outre, un secteur ASDM plus formalisé et plus inclusif permettra d'ouvrir de nouvelles possibilités commerciales pour les membres du WGAAP et du SCPK en général, grâce à

---

<sup>8</sup> PAC (2006), p. 3.

<sup>9</sup> PAC (2006), p. 3.

<sup>10</sup> En outre, les prestations sont susceptibles de se purger dans d'autres secteurs miniers artisanaux au-delà des diamants, vu que le secteur d'ASDM ne sera pas traité isolément de l'ensemble du secteur d'ASM dans tous les cas (et il ne devrait pas l'être).

l'amélioration de l'histoire des diamants et aux options de la chaîne d'approvisionnement qui ne sont possibles qu'avec une plus complète transparence.

5. En augmentant les performances et les résultats de développement, elle attirera **l'attention et les ressources financières des bailleurs** intéressés à soutenir les moyens de subsistance en milieu rural et à renforcer la gouvernance et l'administration du secteur minier.

Les objectifs de la Déclaration de Washington sont en accord avec la Déclaration de Moscou de 2005 du CSPK sur l'amélioration des contrôles internes de la production de diamants alluviaux, qui favorisent une meilleure traçabilité, réglementation et renforcement. Ils ont en outre encouragé l'accroissement de la formalisation du secteur d'ASDM, promu le partenariat avec les communautés de développement et les bailleurs de fonds, entre autres recommandations. Les organisations régionales des gouvernements ont adopté des déclarations ou des initiatives avec des objectifs similaires, telles la Vision Minière pour l'Afrique de l'Union Africaine ou l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (IRRN) de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). En Amérique latine, la «Vision pour l'AMS Responsable" du Réseau latino-américain RESPOMIN affirme que «ASM est une activité formalisée, organisée et rentable qui est technologiquement efficace, socialement et écologiquement responsable ; le développement des secteurs se déroule dans un cadre de bonne gouvernance, de légalité, de participation et de respect de la diversité. Elle apporte une contribution croissante au travail décent, au développement local, à la réduction de la pauvreté et à la paix sociale dans nos pays, stimulée par la demande croissante des consommateurs pour les minéraux durables et les bijoux éthiques<sup>11</sup>. La Vision Minière pour l'Afrique est une initiative de l'Union africaine qui a été adoptée en 2009 afin de maximiser le potentiel de développement des ressources minérales dans les pays africains. Parmi ses positions, l'initiative vise à «[exploiter] le potentiel de l'ASM à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural, afin de stimuler l'esprit d'entreprise d'une manière socialement responsable, à promouvoir le développement local et national intégré ainsi que la coopération régionale ». Les buts de l'IRRN de la CIRGL sont de promouvoir la traçabilité, l'harmonisation des législations minières régionales, la formalisation de l'ASM, et la transparence des revenus miniers. En ligne avec les visions régionales sur l'ASM, la Déclaration de Washington encourage le SCPK à aller au-delà de la prévention des flux de diamants de conflit pour favoriser le développement du secteur en temps de paix.

## **I.2 COMMENT LA PERFORMANCE DE DEVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR ADM EST-ELLE GENERALEMENT EVALUEE**

À ce jour, en dehors des rapports annuels axés sur la production et les statistiques commerciales, il n'y a pas de rapport systématique entre les membres du WGAAP sur les aspects de développement de la production artisanale de diamants. C'est une autre raison pour l'adoption de cet outil. Son adoption élaborerait un plan des indicateurs communs pour que les gouvernements l'utilisent pour mesurer les progrès accomplis au fil du temps.

## **I.3 DEFIS DE L'EVALUATION DE LA PERFORMANCE DE DEVELOPPEMENT**

Il existe un certain nombre de défis pour évaluer le rendement du développement du secteur artisanal de diamants.

- **L'informalité généralisée du secteur ASDM** signifie qu'il y a un manque général de données démographiques et économiques sur le secteur ASDM. Les estimations sont difficiles et bien que les études de cas fournissent des instantanés utiles, tant que le secteur reste dans l'ombre sans suivi systématique, des évaluations fiables de la performance du développement du secteur resteront insaisissables.

---

<sup>11</sup> Hruschka et Echavarría, (2011), p.1.

- Pour de nombreuses raisons, y compris des problèmes de sécurité pour la production d'une telle précieuse denrée, de secret commercial, d'insécurité générale et de corruption, **le secteur ASDM est célèbre pour être secret et insaisissable de nature**. Il est vrai qu'il y a peu d'incitation dans la pratique pour les artisans miniers ou les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement en aval à être transparents sur l'origine et les chaînes d'approvisionnement. Il est souvent basé sur l'achat en espèces et sans aucune trace de papier vérifiable. Les tentatives d'imposition élevée sans avantages correspondants ont généralement l'effet inverse que prévu et attirent plus de diamants sur le marché noir, ce qui rend les contrôles internes significatifs du CSPK plus difficiles<sup>12</sup>.
- **Les interventions prennent souvent fin prématurément** avant que les résultats potentiels soient obtenus en raison d'un manque d'argent des bailleurs de fonds ou d'un changement de circonstances politiques. Souvent, les programmes prometteurs commencent mais ne sont pas poursuivis.

La production de l'ASDM peut être dispersée à travers le pays et les prospecteurs sont connus pour être très mobiles, ce qui rend les systèmes de suivi difficiles dans la pratique. Le caractère éphémère des artisans miniers rend les progrès de développement plus difficiles à montrer au fil du temps. Cependant, ces problèmes ne sont pas insurmontables. La solution réside dans la création d'un système où les artisans miniers et les autres opérateurs de la chaîne logistique optent pour un système formalisé avec des avantages évidents contre la création d'un système parallèle pour éviter un autre avec peu d'avantages évidents.

## 1.4 APPROCHE ET STRUCTURE DE CET OUTIL

### 1.4.1 APPROCHE

Comme indiqué précédemment, le CDDW est une étape dans un long processus pour aider les gouvernements producteurs d'ASDM et les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement à mettre en application les politiques et les principes de la Déclaration de Washington. Il s'agit d'un outil de diagnostic pour aider les pays à évaluer leurs propres progrès au regard de la Déclaration de Washington et d'identifier les réformes nécessaires pour améliorer les performances. Il peut également être utilisé pour suivre les progrès au fil du temps.

### 1.4.2 STRUCTURE DE L'OUTIL

Le noyau "indicateur" présent au chapitre 4 suit le contenu et l'esprit de la Déclaration de Washington et de ses onze actions de politique. Les indicateurs sont présentés sous forme d'énoncés «oui ou non». La proportion des réponses oui ou non produit une évaluation de la couleur de score qui indique les progrès du pays vers une action politique en particulier. Alors que les pays mettent en œuvre des réformes et des initiatives, ce score peut changer au fil du temps pour indiquer la progression vers la Déclaration de Washington. Ce cadre a été conçu pour appuyer les objectifs politiques de la Déclaration de Washington et non les recommandations administratives prises dans son annexe.

Tandis que la promotion de l'égalité des sexes et la nécessité de protéger les enfants dans l'ASDM sont spécifiquement mentionnés dans la Déclaration de Washington, il n'y a pas de mesures spécifiques, énumérées autour desquelles élaborer des paramètres d'auto-évaluation. C'est pourquoi les auteurs ont intégré les considérations sur le sexe et les indicateurs de protection des enfants dans tous les objectifs secondaires de la politique.

La structure oui ou non est à la fois une force et une faiblesse de ce cadre de diagnostic. D'un côté, elle permet une base de comparaison dans tous les contextes. En revanche, elle ne prévoit pas de réponse « peut-être » ou « dans une certaine mesure ». Dans ces cas, c'est l'occasion pour les évaluateurs de noter les défis particuliers auxquels le pays doit faire face (par exemple, conflit civil isolé, afflux de réfugiés, etc.).

---

<sup>12</sup> PAC (2006), p 2.

C'est aussi l'occasion pour les évaluateurs d'identifier les pratiques innovantes. Les programmes novateurs dans les pays producteurs de l'ASDM sont encouragés à être partagés dans toutes les régions et frontières.

### **I.4.3 CONSIDERATIONS PRINCIPALES**

Le processus d'auto-évaluation national est décrit dans le chapitre 3. Il est recommandé qu'il s'agisse d'un processus collaboratif entrepris par les gouvernements membres du PK, les experts, la société civile, et les spécialistes de l'ASM de ce pays. Il est fortement recommandé que les titulaires de permis, les artisans miniers, les concessionnaires et les exportateurs - ou un certain corps vraiment représentatif - fassent partie du processus d'évaluation dans un forum multipartite. Ils peuvent également être consultés sur les résultats de manière à réunir les points de vue et les vérités cachées dont les décideurs pourraient ne pas être pleinement conscients.

Il y a plusieurs faiblesses connues de cet outil. La plus importante est que dans de nombreux cas, les indicateurs sont subjectifs. Cela explique pourquoi l'outil liste de nombreux indicateurs objectivement vérifiables. Les auteurs reconnaissent que, dans de nombreuses situations, il sera nécessaire d'avoir beaucoup d'indicateurs afin de représenter la complexité des situations sur le terrain. En outre, même s'il existe des règles de bonnes pratiques écrites sur le papier, cela ne signifie pas qu'elles seront parfaitement mises en place ou même de manière satisfaisante<sup>13</sup>. Ceci étant, le financement pour la mise en œuvre des politiques est un défi fréquemment mentionné. Un appui financier suffisant (pour le transport et le salaire régulier des agents de suivi des mines, les fournitures des bureaux des mines, les bases de données, les projets de cadastre, etc.) est nécessaire pour réguler correctement l'ASDM et les producteurs ASDM peuvent souffrir de la corruption si ces appuis de base ne sont pas mis en place. Bien que les Etats n'aient pas toujours les moyens financiers de payer le personnel, les fournitures et les outils pour atteindre immédiatement les indicateurs, il est attendu que cet outil soit utilisé pour prioriser les besoins réglementaires de manière à mobiliser les allocations de façon interne ou externe (bailleurs bilatéraux ou multilatéraux).

Au sein de cet outil, les «indicateurs basés sur les résultats» sont centrés sur la perception des citoyens (et autres utilisateurs potentiels) de leur accès aux services publics et de la qualité de ces services publics ; ou sur l'avis des experts sur l'application correcte des règles. Une question qui se pose est que les indicateurs basés sur les résultats sont coûteux à mettre en œuvre et plus difficiles à appliquer à la définition des politiques, mais ils fournissent une image plus réaliste de la situation sur le terrain. C'est pourquoi une utilisation en tandem des indicateurs réglementaires et des indicateurs basés sur les résultats est recommandée. Ces faiblesses connues soulignent la nécessité de piloter cet outil pour comprendre les enjeux de ce processus dans la pratique et améliorer l'outil en conséquence. Cependant, les réponses aux indicateurs seront basées sur l'avis d'experts en ASM et des membres gouvernementaux des comités d'évaluation qui, en théorie, sont déjà familiarisés avec les réalités du secteur ASDM du pays.

### **I.4.4 RESULTATS**

Par l'utilisation de questions ciblées, cet outil identifie les écarts entre les politiques et leur mise en œuvre. Les pays peuvent identifier eux-mêmes les problèmes et par conséquent choisir de leur consacrer plus de temps, d'attention et de ressources. Les résultats peuvent donc être utilisés pour détecter la faiblesse des politiques en place et pour leur allouer des ressources financières et humaines, le cas échéant, les porter à l'attention des bailleurs de fonds. La progression vers les objectifs de la Déclaration de Washington peut être suivie dans le temps par le biais d'auto-évaluations régulières et autres consultations.

Finalement, cet outil a trois objectifs principaux :

- (1) C'est un instrument pour construire des recommandations pour une bonne gouvernance du secteur ASDM à travers un processus consultatif national.

Compte tenu des défis du secteur, certains gouvernements ne savent tout simplement pas par où commencer pour améliorer les contributions au développement du secteur d'ASM. Bien que chaque pays

---

<sup>13</sup> Comme indiqué dans Deininger et. al, 2012., p. 16.



soit différent et que chaque situation appelle à une priorisation et un échelonnement différents de réformes, cet outil aidera les gouvernements à conduire des ateliers nationaux (par exemple, pour examiner les politiques minières, les stratégies de réduction de la pauvreté, etc.) et d'unir la société civile, les partenaires et le gouvernement pour informer les décideurs sur les priorités de réforme les plus urgentes. Il peut également être utilisé pour orienter les politiques et les budgets.

(2) C'est un instrument pour contrôler les progrès d'une série d'indicateurs au niveau national.

Cet outil peut être utilisé par les décideurs pour indiquer les réformes et les processus, les révisions à moyen terme des documents stratégiques de réduction de pauvreté (DSRP), les plans pluriannuels, etc. en identifiant les cibles et les systèmes de performance nécessaires. Il peut également informer les décideurs sur la validité et la priorité des réformes et des lois et peut être facilement partagé entre les ministères. Il peut enfin être utilisé pour évaluer le développement du secteur ASM dans un pays donné et pour établir des données de base sur lesquelles peuvent être suivis les progrès de mise en application de la Déclaration de Washington.

(3) C'est un instrument pour partager les meilleures pratiques au niveau international (PK).

La Déclaration de Washington est novatrice en ce qu'elle met l'accent sur le potentiel positif du développement du secteur d'ASM. Cet outil peut aider à identifier, promouvoir et diffuser les connaissances sur les meilleures pratiques dans la formalisation et le développement de l'ASM. Avec la génération de rapports annuels ou semestriels, les membres du WGAAP peuvent l'utiliser pour partager régulièrement leurs innovations et meilleures pratiques et gagner la reconnaissance appropriée aux réunions du SCPK.

# 2.0 DOMAINES COUVERTS PAR LE CADRE DE DIAGNOSTIC

Grâce à une série de points d'action politique (A1-A6 et B1-B5), la Déclaration de Washington encourage les participants du SCPK à développer le secteur d'ASM dans le but d'améliorer la mise en œuvre du PK14. Les spécificités sont les suivantes :

## 2.1 RENFORCEMENT DE LA FORMALISATION DE L'EXTRACTION MINIERE ARTISANALE

### 2.1.1 REDUCTION DES REDEVANCES ET AMELIORATION DE L'ACCESSIBILITE AUX LICENCES D'EXPLOITATION MINIERE (A1)

Selon la Déclaration de Washington, la réduction des frais pour les licences et autres droits d'accès pour les artisans miniers du diamant apporte le double avantage d'augmenter le nombre d'artisans miniers enregistrés et d'apporter plus de revenus dans les coffres de l'État (comme en témoigne la République démocratique du Congo dans le cadre du programme DDI et la République centrafricaine dans le cadre du programme PRADD). D'autres initiatives peuvent être combinées avec la réduction des frais, telles que l'extension de la durée de la licence ou la création de bureaux de licences mobiles, réduisant ainsi les coûts de transport des artisans miniers pour se rendre à la capitale pour demander un permis d'exploitation minière. Pour ce point de l'action politique, les mesures se concentrent sur l'amélioration des taux de formalisation pour tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement du diamant artisanal, et la mise en place d'un processus de formalisation tant accessible qu'attrayant.

### 2.1.2 AMELIORATION DE LA COLLECTE ET DE L'ANALYSE DES DONNEES (A2)

La Déclaration de Washington recommande aux participants du PK de collecter des informations démographiques et géographiques (comme les points GPS et des images satellitaires) sur les sites d'exploitation minière artisanale de diamants et sur leur production. Ces informations aideront les artisans miniers et les gouvernements à évaluer les niveaux de production de diamants d'une région donnée, la qualité des gisements, la durée de vie du site et d'autres informations utiles qui pourront renseigner les parties prenantes sur la valeur et l'importance du secteur ASM dans une partie donnée du pays. Des efforts dans le domaine de la collecte et de l'analyse des données ont été déployés avec un certain succès (et ont fourni des leçons importantes) au Ghana, en République centrafricaine (réalisés par le gouvernement, avec l'appui du projet PRADD), en RDC (mis en place par DDI, où l'intervention a à la fois collecté des informations socio-économiques sur les artisans miniers et les coordonnées GPS des sites, et enregistré les artisans miniers sur place) et en Guinée (mis en place par le Service Géologique des Etats-Unis, le gouvernement et la société civile). Pour ce point de l'action politique, les mesures se concentrent sur la collecte de données démographiques, géologiques et géographiques fiables, et sur leur accessibilité publique.

---

<sup>14</sup> Déclaration de Washington (2012), p. 4

### **2.1.3 CONSOLIDATION DES DROITS DE PROPRIETE (A3)**

Selon la Déclaration de Washington, la force des droits de propriété est l'un des aspects fondamentaux d'un secteur ASM formalisé. L'expérience du projet PRADD montre qu'il existe une corrélation entre le renforcement des droits de propriété pour les artisans miniers et une diminution des litiges fonciers. Qui plus est, lorsque les artisans miniers ont un accès sécurisé à la terre qu'ils exploitent, ils sont plus enclins à investir dans des équipements qui leur font économiser du temps, à recevoir une formation sur les méthodes d'extraction et à réhabiliter le terrain une fois que le site est épuisé. Le projet DPDDA a également servi à augmenter le volume de diamants entrant dans la chaîne légale<sup>15</sup>. Le renforcement des droits de propriété signifie aussi concilier les différents concepts de la propriété foncière qui existent entre les régimes fonciers coutumiers et statutaires, ainsi que la clarification entre les droits à la terre et aux minéraux du sous-sol. Pour ce point de l'action politique, les mesures visent à améliorer le cadre juridique et administratif, et à promouvoir l'accès à des mécanismes d'application de la justice et de la loi.

### **2.1.4 TRANSPARENCE FINANCIERE ET BONNE GOUVERNANCE (A4)**

La Déclaration de Washington souligne l'importance de la transparence financière et de la bonne gouvernance dans le secteur de l'exploitation artisanale de diamants. La bonne gouvernance permet la transparence financière dans le secteur du diamant artisanal. Les exemples de bonne gouvernance incluent l'enregistrement des artisans miniers (qui assure ensuite un meilleur niveau de transparence de la production, de la vente, du transport et de l'exportation de diamants d'extraction artisanale), la sécurisation des droits à la terre qu'ils exploitent, et le retour d'un pourcentage des recettes provenant des ADM dans la communauté productrice<sup>16</sup>. La transparence financière dans ce secteur apporte un certain nombre d'avantages tant pour les artisans miniers que pour le gouvernement : pour les premiers, une traçabilité des paiements permettra d'assurer qu'ils sont informés sur les prix justes qu'ils devraient recevoir pour leur produit. Pour le gouvernement, aussi, la transparence financière permet à l'organisme d'enregistrer ses revenus de l'industrie extractive, et de devenir membre de l'Initiative de Transparence de l'Industrie Extractive (ITIE). La bonne gouvernance, aussi, permet au gouvernement de contrôler correctement le secteur d'ADM et de faire respecter les lois ; de l'autre côté de la médaille, les artisans miniers peuvent être assurés que leurs voix sont entendues et leurs droits fondamentaux seront respectés par le gouvernement. Pour ce point de l'action politique, les mesures sont basées sur l'amélioration de la transparence financière grâce à un meilleur suivi et une meilleure gestion financière, et sur l'amélioration de la gouvernance du secteur ASDM en l'intégrant dans la planification du développement et en augmentant la participation à la gouvernance du secteur.

### **2.1.5 HABILITATION DES ARTISANS MINIERES A TRAVAILLER DIRECTEMENT AVEC LES ACHETEURS ET LES INVESTISSEURS (A5)**

La commercialisation directe pour les artisans miniers (par exemple, les artisans miniers s'engageant avec les acheteurs et les investisseurs) peut apporter une contribution positive au développement économique des artisans car il leur permet de vendre leur produit au prix du marché. L'accès direct à un plus grand nombre et type d'acheteurs internationaux ou à un système de vente aux enchères peut également permettre aux artisans miniers de participer à un système de marché concurrentiel sain, plutôt que d'être forcés de vendre à un acheteur (envers qui ils ont des obligations, soit en raison de parrainage ou d'assurance, soit parce que l'acheteur est le seul sur le site). Pour ce point de l'action politique, les mesures visent à améliorer la concurrence ouverte et loyale sur le marché du diamant et à élargir l'accès au secteur ASM pour les acheteurs et les investisseurs, y compris à travers un accès accru des ASDM aux marchés internationaux.

### **2.1.6 RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX INTRANTS MINIERES (A6)**

La Déclaration de Washington encourage les pays participants au PK et les programmes internationaux intervenant dans la chaîne d'approvisionnement du diamant artisanal de fournir aux artisans miniers du

---

<sup>15</sup> USAID, 2013, p. 12.

<sup>16</sup> Elbow et Pennes (2012), p.iv.

diamant un accès aux intrants miniers tels que l'équipement, les outils, le matériel, etc. En effet, selon Priester et al (2010), il est essentiel pour les artisans miniers du diamant de voir les avantages tangibles d'une participation à la sphère formelle. Un de ces avantages doit inclure l'accès à l'équipement approprié (par exemple, la mécanisation) afin d'éviter aux artisans « l'exploitation minière aveugle » et les aider à accroître leurs rendements et, par conséquent, les bénéfices économiques globaux. Pour ce point de l'action politique, les mesures visent à améliorer l'accès à l'équipement d'exploitation minière de qualité, et à l'amélioration des compétences en affaires.

## **2.2 AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES DANS LES COLLECTIVITES ASM**

### **2.2.1 SOUTIEN A DES MOYENS DE SUBSISTANCE COMPLEMENTAIRES AU SEIN DES COLLECTIVITES ASM (B1)**

La Déclaration de Washington encourage les gouvernements participants au PK à appuyer les artisans miniers du diamant à diversifier leurs activités génératrices de revenus. Les gisements exploités par les artisans miniers ont une réserve limitée et il est important pour les artisans de se préparer au jour inévitable où l'exploitation minière ne sera plus une option. Ainsi, dans le secteur de l'exploitation minière artisanale du cuivre et du cobalt dans la province du Katanga en RDC, Pact a suivi le même raisonnement et a fourni aux artisans miniers une formation commerciale et financière afin qu'ils puissent commencer à économiser leurs revenus avec l'objectif final de lancer une petite entreprise dans un autre secteur. En République centrafricaine, également, le programme PRADD a travaillé avec des artisans miniers du diamant pour transformer des puits de mines épuisés en étangs piscicoles et en jardins potagers (deux activités qui étaient déjà profondément ancrées dans les systèmes de subsistance des communautés locales), fournissant ainsi aux artisans miniers une source de revenus alternative et complémentaire. Pour ce point de l'action politique, les mesures se concentrent sur des mesures pour aider les artisans à diversifier leurs sources de revenus, et sur le développement de moyens de subsistance complémentaires pour renforcer la résilience des communautés minières.

### **2.2.2 FONDS DE ROULEMENT ET ORGANISATION (B2)**

La Déclaration de Washington affirme que le secteur de l'extraction artisanale de diamants souffre en grande partie de désorganisation et de manque de financement. Ces deux problèmes pourraient être potentiellement rectifiés si les participants du PK (1) exploraient d'autres formes d'organisation pour les artisans miniers au-delà de la structure coopérative et (2) travaillaient avec les banques, les institutions de développement et d'autres ONG pour fournir de petits prêts (micro-financement) aux artisans miniers. Pour ce point de l'action politique, les mesures mettent l'accent sur l'accroissement des possibilités pour de nouvelles formes d'organisation et de capitalisation dans le secteur ASM, l'ouverture à de nouvelles formes de fonds de roulement, et la collecte de données pour faciliter des réponses supplémentaires.

### **2.2.3 ATTENUATION DES DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX (B3)**

La Déclaration de Washington encourage les participants à prendre en compte les impacts environnementaux de l'exploitation artisanale du diamant et fournit des mesures pour s'assurer que les artisans miniers atténuent ces impacts. Ces mesures d'appui peuvent inclure l'intégration d'une réglementation dans le code minier national sur la façon dont les artisans doivent traiter la terre et les cours d'eau qu'ils exploitent à toutes les étapes du processus, c'est-à-dire avant l'ouverture de la mine, au cours de la phase d'exploitation et après la fermeture. Les membres du PK pourraient également envisager de fournir aux artisans miniers des programmes de formation sur les moyens peu coûteux qu'ils peuvent utiliser pour aider à prendre soin de l'environnement physique dans lequel ils opèrent. Ce point rappelle également l'action A6, où le gouvernement ou des organisations de développement pourraient aider les artisans miniers à accéder aux intrants qui mécaniseront leur processus d'exploitation et, idéalement, réduiront leur empreinte environnementale. Ainsi, l'ASM est souvent pratiqué à l'intérieur des aires protégées et des appuis peuvent aider les artisans miniers à réduire ou à empêcher son impact sur la biodiversité dans les zones écologiquement sensibles. Pour ce point de l'action politique, les mesures visent à soutenir les artisans miniers pour atténuer l'impact environnemental et récupérer le site pendant

et après la fermeture de la mine, à renforcer l'application de la loi, et à promouvoir les meilleures pratiques.

#### **2.2.4 HARMONISATION DES CADRES JURIDIQUES (B4)**

La Déclaration de Washington affirme que plusieurs départements d'un gouvernement donné (par exemple, la foresterie, l'eau, les mines, l'agriculture, les parcs nationaux, etc.) ont un intérêt dans les impacts sociaux et environnementaux du secteur de l'extraction artisanale de diamant. Par conséquent, tous ces ministères sont responsables d'une certaine façon de la réglementation du secteur ADM. La Déclaration recommande que les différents cadres juridiques (par exemple, les codes minier et forestier) soient harmonisés. L'harmonisation des différents cadres juridiques n'est pas une tâche facile et un certain nombre de leçons peuvent être tirées des efforts de la RDC<sup>17</sup>. Néanmoins, c'est un processus essentiel auquel les gouvernements doivent se soumettre afin de mieux régler le chevauchement des juridictions et l'usage des terres. Pour ce point de l'action politique, les mesures mettent l'accent sur l'harmonisation des lois, règlements et codes nationaux pour réduire les contradictions, et sur la promotion d'une coordination interministérielle efficace et d'une gestion coordonnée du secteur ASDM.

#### **2.2.5 SANTE AU TRAVAIL ET SECURITE DES TRAVAILLEURS (B5)**

Comme l'affirme la Déclaration de Washington, les normes de santé et de sécurité au travail (SST) dans les sites d'exploitation minière artisanale des diamants font sérieusement défaut. La Déclaration encourage les participants au PK à échanger des informations sur les interventions réussies dans le domaine de la SST dans les mines artisanales. Par ailleurs, pour éviter la duplication des ressources et pour capitaliser sur la connaissance existante, les participants au PK pourraient envisager de consulter les agents d'initiatives existant dans d'autres pays visant à améliorer la SST sur les sites miniers artisanaux de diamants et d'autres minéraux et de pierres précieuses<sup>18</sup>. Pour ce point de l'action politique, les mesures visent à améliorer la santé et la sécurité sur les sites de l'ASDM, échanger les meilleures pratiques en matière de gestion de la santé et de la sécurité au travail, et prévenir les risques sur place.

---

<sup>17</sup> Pour une remarque sur les défis de ce type de processus, voir Pact, 2010.

<sup>18</sup> Par exemple, le Projet Global Mercury, l'Initiative Diamants et Développement, etc.

# 3.0 PROCESSUS D'AUTO-EVALUATION

Il est recommandé que l'auto-évaluation adopte le processus suivant<sup>19</sup> :

1. Nomination d'un coordonnateur national d'évaluation. Le processus d'auto-évaluation devrait être dirigé par un coordonnateur national qui est un expert dans l'ASM ou dans l'industrie minière en général. Il s'agit d'assurer que la législation et les pratiques locales sont intégrées dans le processus. Le coordonnateur de l'évaluation d'ASM est essentiel à la réussite du processus et doit donc être qualifié et dûment approuvé avant d'être recruté. Le coordonnateur s'attachera à réunir les informations et les études de base de manière à faciliter le travail des comités d'experts qui, par la suite, évalueront les indicateurs (décrit plus en détail ci-dessous).
2. Formation et lancement des comités d'experts. Pour évaluer les actions de politique de la Déclaration de Washington (A1 à A6 et B1 à B5), les comités doivent être formés pour inclure entre trois et cinq membres possédant une expertise dans un domaine pertinent donné. Il est recommandé de recruter des membres pour des groupes d'experts provenant de contextes locaux afin d'augmenter l'appropriation locale et la crédibilité globale de l'initiative. Le recrutement local des experts permettra également à ce que les résultats soient plus objectifs et puissent contribuer à la définition de politiques pertinentes sur le terrain. Cela permet aussi de renforcer les capacités, l'expérience, et l'apprentissage interdisciplinaire. Le but de cet exercice est d'avoir un comité d'experts dont les membres ont une vision claire des différents services disponibles dans les régions principales et secondaires de l'ASDM.

Les membres du comité d'experts peuvent être des représentants du gouvernement, des artisans miniers, creuseurs, commerçants, avocats, universitaires, chefs d'entreprise, banquiers, représentants d'ONG, propriétaires fonciers, etc. qui s'engagent avec les institutions impliquées dans cet exercice et peuvent ainsi évaluer leur performance basée sur des preuves tangibles et des années d'expérience. D'après les expériences d'autres secteurs, il est important que chaque membre du comité perçoive des honoraires. En retour, chaque expert contribuera à un large éventail de points de vue, ainsi que la connaissance qui apportera une notation qui fasse sens.

Le comité d'experts se réunira pour répondre aux questions de l'indicateur pour le sous-objectif assigné. Il devrait y avoir un examen et une discussion des faits pour chaque indicateur. Les réponses apportées à chaque sous-objectif doivent être basées sur un consensus, en utilisant les méthodes suivantes: expériences et informations personnelles, renseignements généraux mis à la disposition par le coordonnateur national d'évaluation, et entrevues informelles avec les utilisateurs. S'il y a des zones nécessitant une explication supplémentaire, le comité peut ajouter des informations contextuelles ou une note sur les approches innovantes au bas de la fiche pour chaque sous-objectif de politique.

Il est suggéré que les comités d'experts se réunissent en un atelier. La réunion est un forum pour les membres pour discuter du matériel préparé ainsi que pour y ajouter d'autre cas ou expérience pertinente. Après cette discussion, les experts seront alors en mesure de déterminer le classement du sous-objectif attribué grâce à un débat et un consensus sur la note. Le format de cette convocation permettra aux experts de débattre des interventions sur les meilleures et pires

---

<sup>19</sup> Ce processus est basé sur celui qui est décrit dans la trousse à outils de Land Governance Framework (2012) développée par Deininger et al. (2012).

pratiques dans leur domaine ainsi que les facteurs contributifs menant à cette décision. Dans le premier cas, les experts peuvent noter les activités qui devraient être répétées dans l'avenir. Dans le dernier cas, les experts peuvent faire des recommandations sur ce qui pourrait avoir été modifié (par exemple en termes de politique) afin que la politique conduise à une intervention réussie sur le terrain. Afin de s'assurer que les membres du comité ne travaillent que dans leur domaine d'expertise, il est suggéré qu'aucun expert n'appartienne à plus de 5 comités pour les 11 sous-objectifs de politique.

S'appuyant sur les résultats de la convocation de chaque comité d'experts, le coordonnateur national d'évaluation peut faire une liste des domaines prioritaires pour les interventions, et clarifier quelles lacunes existent dans les données qui doivent être explorées plus en détail à une date ultérieure.

Il est hautement recommandé que cette liste prioritaire soit ensuite débattue et validée par les acteurs de la chaîne dans les régions d'ASM de manière à identifier les perspectives supplémentaires, obtenir une appréciation des réalités locales, et tester les idées des politiques avec ceux qui devront y adhérer. Même si des membres de la chaîne ASM devraient déjà faire partie des panels d'experts, ces consultations supplémentaires renforceront la participation publique dans le processus.

3. Rédaction du rapport d'évaluation du CDDW. L'auto-évaluation du CDDW devrait être complétée sur une période d'un mois et guidée par un coordonnateur national d'évaluation. Il est important que la mise en œuvre du CDDW soit aussi participative que possible. En tant que tel, le débat sur les informations d'arrière-plan ainsi que sur les activités de suivi est recommandé. Dans chaque pays participant, il pourrait y avoir un site Web qui rassemble la documentation, l'expertise existante et les données, de manière à alimenter une grande plate-forme accessible aux membres du WGAAP pour l'échange d'informations, les exemples de bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience de chaque pays participant. Ce type de forum peut assurer l'accès aux informations méthodologiques et substantielles des coordonnateurs nationaux d'évaluation afin qu'ils puissent mieux gérer les différentes phases de mise en œuvre. La plate-forme peut également servir d'espace pour les commentaires du public et la discussion pour combler les lacunes en matière d'informations ainsi que pour faire le rapport sur la qualité des recommandations de politiques et de leur mise en œuvre.

# 4.0 OUTIL ET INDICATEURS D'AUTO-EVALUATION

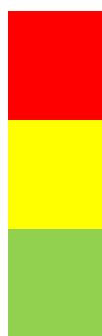
Voir l'Annexe A pour l'outil national d'auto-évaluation des actions de politique A1 à A6. Voir l'Annexe B pour l'outil national d'auto-évaluation des actions de politique B1 à B5. L'Annexe C est un Profil Pays qui contient le résumé des données à compléter pendant le processus d'auto-évaluation par le coordonnateur national d'évaluation.



# 5.0 COMMENT INTERPRETER LES RESULTATS

Les indicateurs sont présentés sous forme d'énoncés « oui ou non ». La proportion de réponses oui ou non produit une évaluation de la couleur du score qui indique l'état d'avancée du pays pour ce sous-objectif particulier de politique.

Il existe généralement 5 à 8 indicateurs par sous-objectif de politique.



Si les évaluateurs d'un pays répondent « oui » à un tiers ou moins des indicateurs, cela se traduit par une évaluation de couleur rouge, ce qui signifie que c'est un domaine où prioriser les ressources.

Si les évaluateurs d'un pays répondent « oui » entre un tiers et deux tiers des indicateurs, cela se traduit par une évaluation de couleur jaune, indiquant une avancée à mi-chemin vers les objectifs de la Déclaration de Washington.

Si les évaluateurs d'un pays répondent « oui » à plus de deux tiers des indicateurs, cela signifie que des progrès substantiels ont été accomplis vers les objectifs de la Déclaration de Washington.

Il est important de noter qu'un score rouge ou jaune n'est pas toujours le résultat de mauvaises politiques, mais d'un mauvais environnement ou de plus grands défis environnementaux ou politiques. Le système de score peut informer rapidement le gouvernement sur le domaine où adopter des plans prioritaires, demander de l'assistance technique et orienter les réformes.

Alors que le CDDW a une composante de « score » sous forme d'évaluation en couleurs, le CDDW n'est pas destiné à s'y limiter. Il vise également à faciliter un dialogue plus large sur les évaluations, y compris, mais sans s'y limiter, aux dimensions individuelles de ces évaluations, ainsi que les leçons acquises des interventions réussies dans différents pays.

# BIBLIOGRAPHIE

- African Union. (2009). *Africa Mining Vision*. Published in February 2009. Available here: [http://www.africaminingvision.org/amv\\_resources/AMV/Africa%20Mining%20Vision%20english.pdf](http://www.africaminingvision.org/amv_resources/AMV/Africa%20Mining%20Vision%20english.pdf)
- African Mining Vision*. (n.d.). “Boosting Artisanal and Small-scale Mining. Bulletin 4. Available here: [http://www.africaminingvision.org/amv\\_resources/ISGbulletin4.pdf](http://www.africaminingvision.org/amv_resources/ISGbulletin4.pdf)
- African Mining Vision*. (2012). “Building a sustainable future for Africa’s extractive industry: From vision to action.” Action Plan for Implementing the AMV. Published by African Union Commission, African Development Bank, UN Economic Commission for Africa. Available here: [http://www.africaminingvision.org/amv\\_resources/AMV/Action%20Plan%20Final%20Version%20Jan%202012.pdf](http://www.africaminingvision.org/amv_resources/AMV/Action%20Plan%20Final%20Version%20Jan%202012.pdf).
- Bruceson, D.F. and Jönsson, J.B. (n.d.). *Tanzanian Artisanal Gold Mining: Present & Future*. Available here: <http://web2.ges.gla.ac.uk/upima/12-3-26BTWebsiteArtisanalMining.pdf>
- DDI (2009). Diamond Development Initiative Ethical Diamond Certification Project webpage. Available at [www.ddiglobal.org/dds/](http://www.ddiglobal.org/dds/) (Accessed May 2013)
- Deininger, K., Selod, H., and Burns, A. (2012). *The Land Governance Assessment Framework: Identifying and Monitoring Good Practice in the Land Sector*. Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2376/657430PUB0EPI1065724B09780821387580.pdf?sequence=1>
- Elbow, Kent and Pennes, Sebastien (2012). *Artisanal Diamond Mining Sector Assessment in Côte d'Ivoire*. USAID. Property Rights and Resource Governance Program.
- Garrett, N., Mitchell, H. and Levin, E (2008). “Regulating reality: Reconfiguring approaches to the regulation of trading artisanally mined diamonds”. In *Artisanal diamond mining: Perspectives and challenges*, ed. K. Vlassenroot and S. Van Bockstael. Brussels: Egmont Royal Institute for International Relations.
- Government of Sierra Leone. (2011). “Creating an Enabling Policy Environment in Sierra Leone” (CEPESL).
- Hinton, J.J., Veiga, M.M. and Beinhoff, C. (2004). “Women and artisanal mining: gender roles and the road ahead” in *The Socio-Economic Impacts of Artisanal and Small-scale Mining in Developing Countries*. Gavin Hilson (ed.), Taylor and Francis Publications, London, pp. 161-203.
- Hinton, J.J. and Levin, E. (2010). “Comparative Study of Fiscal and Legal Regimes for Artisanal Diamond Mining.” Published by Tetra Tech for USAID. Available here: [http://usaidlandtenure.net/sites/default/files/USAID\\_Land\\_Tenure\\_PRADD\\_CAR\\_Fiscal\\_and\\_Legal\\_Regimes.pdf](http://usaidlandtenure.net/sites/default/files/USAID_Land_Tenure_PRADD_CAR_Fiscal_and_Legal_Regimes.pdf)
- Hruschka, F. (2003). “Review of the Organization Process of the Artisanal Miners in Peru (2000-2002).” Produced in May 2003 for the Communities and Small-scale Mining (CASM) Secretariat at the World Bank.

- Hruschka, F. (2011). “SDC experiences with ASM Formalization and Responsible Environmental Practices.” [http://www.swiss-cooperation.admin.ch/mongolia/ressources/resource\\_en\\_206381.pdf](http://www.swiss-cooperation.admin.ch/mongolia/ressources/resource_en_206381.pdf)
- Hruschka, F., Echavarria, C. (2011). “Rock Solid Chances for responsible artisanal mining” in *ARM Series on Responsible ASM*. No 3, 2011. Alliance for Responsible Mining.
- International Peace Information Service. (2012). *The formalisation of artisanal mining in the Democratic Republic of the Congo and Rwanda*. Indonesia: Published for the Center for International Forestry Research.
- International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR). (2010). The Six Tools of the RINR. Available at: [https://icglr.org/IMG/pdf/THE\\_SIX\\_TOOLS\\_OF\\_THE\\_RINR.pdf](https://icglr.org/IMG/pdf/THE_SIX_TOOLS_OF_THE_RINR.pdf)
- Keane, S.E. (2011). Social, Legal, Financial Issues of ASM” presentation for the Southeast Asian Regional Artisanal and Small Scale Mining Strategic Planning Project. Dated March 23, 2011; Available at: [www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/.../SUSAN~1C.PPT](http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/.../SUSAN~1C.PPT).
- Kimberley Process Certification Scheme (2005). “Moscow Declaration on Improving Internal Controls over Alluvial Diamond Production.” Available here: [http://www.kimberleyprocess.com/documents/10540/42757/moscow\\_declaration-10-05.pdf](http://www.kimberleyprocess.com/documents/10540/42757/moscow_declaration-10-05.pdf)
- Kimberley Process Certification Scheme (2012). “Washington Declaration on Integrating Development of Artisanal and Small-scale Diamond Mining”. Available here: <http://www.kimberleyprocess.com/documents/10540/49668/Washington%20Declaration>
- Levin, E. (2005). “From Poverty and War to Prosperity and Peace? Sustainable Livelihoods and Innovation in Governance of Artisanal Diamond Mining in Kono District, Sierra Leone.” University of British Columbia, Vancouver. Masters thesis. Available at <http://www.fairjewelry.org/the-papers-of-estelle-levin/> .
- Levin, E. (2006). “Reflections on the Political Economy of Artisanal Diamond Mining in Sierra Leone” in Gavin Hilson (editor) *Small Scale Mining, Rural Subsistence, and Poverty in West Africa. Experiences from the Small-scale Mining Sector*. Intermediate Technology Development Group Publishing.
- Levin, E. and Gberie, L. (2006). “Dealing for Development? The Dynamics of Diamond Marketing and Pricing in Sierra Leone.” Written for the Diamond Development Initiative. Ottawa: Partnership Africa Canada. Available here: <http://www.ddiglobal.org/contentDocuments/2006-04%20ddi-dealing%20for%20development-summary-eng.pdf>
- Malpeli, K. C. and Chirico, P. G. (2013), The influence of geomorphology on the role of women at artisanal and small-scale mine sites. *Natural Resources Forum*, 37: 43–54. doi: 10.1111/1477-8947.12009. Available here: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1477-8947.12009/abstract>
- PACT, Inc. (2008). *Kolwezi economic development and governance transition study*. Washington: Pact. pps. 1-31.
- PACT (2010). *PROMINES Study: Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo*. Washington: Pact. pps. 1–165.
- Partnership Africa Canada (PAC). (2006). *Killing Kimberley? Conflict Diamonds and Paper Tigers*. Published in November 2006 as part of the Diamonds and Human Security Project, Occasional Paper #15. Editor: Josee Letourneau and Series Editor: Ian Smillie. Available here: [http://www.pacweb.org/images/PUBLICATIONS/Conflict\\_Diamonds\\_and\\_KP/15\\_KillingKimberley\\_Revised%20Edition\\_Eng-Nov2006.pdf](http://www.pacweb.org/images/PUBLICATIONS/Conflict_Diamonds_and_KP/15_KillingKimberley_Revised%20Edition_Eng-Nov2006.pdf)

- Priester, M., Levin, E., Carstens, J., Trappeniers, G., and Mitchell, H. (2010). Mechanization of Artisanal Alluvial Diamond Mining. Produced by Projekt Consult for the Diamond Development Initiative. Available here: <http://www.ddiglobal.org/login/Upload/Mechanisation-Alluvial-Artisanal-Diamond-Mining.pdf>
- United States Agency for International Development (USAID). (2013). Central African Republic Property Rights and Artisanal Diamond Development Project Quarterly Report (October-December 2012). Prepared by Tetra Tech for USAID; published January 2013. Available here: [http://usaidlandtenure.net/sites/default/files/USAID\\_Land\\_Tenure\\_PRADD\\_CAR\\_2012\\_Q4\\_Progress\\_Report.pdf](http://usaidlandtenure.net/sites/default/files/USAID_Land_Tenure_PRADD_CAR_2012_Q4_Progress_Report.pdf)
- Villegas, C., Turay, B., Sarmu, D. (2013) Can Artisanal Mining & Conservation Co-Exist? A case study of artisanal gold & diamond mining in and adjacent to Sierra Leone's Gola Rainforest National Park and recommendations on the way forward. Published in May 2013 for the ASM-PACE Program. Available here: <http://www.asm-pace.org/projects/sierra-leone-case-study.html>
- Villegas, C., Weinberg, R., Levin, E., and Hund, K. (2012). Artisanal and Small-scale Mining in Protected Areas and Critical Ecosystems: A Global Solutions Study. Published in September 2012 for the ASM-PACE Program. Available here: <http://www.asm-pace.org/projects/global-solutions-study.html>
- World Bank (2007). Strengthening World Bank Group Engagement on Governance and Anticorruption. Washington, DC: Joint Ministerial Committee of the Boards of Governors of the World Bank and the Fund on the Transfer of Real Resources to Developing Countries.

# ANNEXE A: OUTIL NATIONAL D'AUTO-EVALUATION POUR LES ACTIONS DE POLITIQUE AI-A6

## ACTION DE POLITIQUE AI

### OBJECTIF DE POLITIQUE: RENFORCEMENT DE LA FORMALISATION DE L'EXTRACTION MINIERE ARTISANALE

#### ACTION DE POLITIQUE AI : REDUIRE LES REDEVANCES ET AMELIORER L'ACCESSIBILITE AUX LICENCES D'EXPLOITATION MINIERE

“Les participants dotés d’un secteur ASM sont encouragés à envisager de mettre en place des politiques qui encourageraient davantage les intervenants du secteur ASM à formaliser leurs opérations. Cette formalisation inclut une gamme importante d’activités, notamment l’enregistrement des mineurs et des concessions minières et l’octroi de licences aux uns et aux autres. Les gouvernements sont encouragés à faciliter l’accès aux licences d’exploitation minière. Les régions minières se trouvent souvent à des distances considérables des bâtiments de l’administration publique, et les déplacements requis coûtent fort cher en temps et en argent : la mise en place de services mobiles d’enregistrement constitue une solution partielle à ce problème. “– *Déclaration de Washington (A1)*

*Catégorie 1: Les licences ASDM d’exploitation et de commercialisation sont plus abordables et plus accessibles.*

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les permis de concession ASDM sont fixés à des prix abordables sur la base du revenu moyen d’un titulaire de licence.	Contrairement à l’exploitation minière industrielle, les permis de concession ASDM ne doivent pas être conçus comme des taxes génératrices de revenus mais comme un moyen d’enregistrer et de vérifier les chantiers de manière à augmenter le volume de la production et des exportations. Les autorités fiscales devraient également considérer la totalité projetée du revenu si toutes les concessions informelles étaient enregistrées. En fonction de la structure des taxes et du coût des intrants miniers, les frais devraient être fixés entre 0,01% et 2% du revenu mensuel moyen d’un titulaire de permis de concession ASDM.	Selon le niveau des frais de permis, des arrangements de paiement échelonné peuvent être une option à considérer par les autorités minières.
	Si applicable, les permis des	En général, les frais devraient être fixés entre	En RDC et en RCA, la réduction

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	artisans miniers sont fixés à des prix abordables sur la base du revenu moyen d'un travailleur de chantier.	0,01% et 2% du revenu mensuel d'un artisan minier moyen.  NB : cela n'est pas toujours applicable selon les contextes. Dans certains pays, seul le site minier doit recevoir un permis pour rendre l'opération légale. Les coûts élevés des permis ou patentes individuels sont souvent considérés comme des obstacles à la légalisation. Des frais abordables constituent une première incitation vers la vente dans la chaîne légale. En augmentant le nombre de sites ASDM formellement régulés par les autorités minières, les efforts de formalisation aident à réduire les flux de contrebande. Les frais de permis devraient être basés sur le revenu moyen d'un artisan minier et sur les dépenses minières, qui peuvent varier considérablement et qui affectent les profits et donc l'estimation de ce qui est abordable.	des frais des permis ASDM (patentes) ont en réalité augmenté les revenus du Trésor national, car davantage d'artisans miniers ont acheté leur patente et sont entrés dans l'économie formelle.  En Guyane, l'Etat a baissé les frais de permis à 5 US\$ pour les creuseurs, 50 UD\$ pour les dragueurs et 75 US\$ pour les commerçants et les exportateurs. Ces frais correspondent à 0,1-0,3% du revenu mensuel moyen d'un artisan minier.
	La structure des coûts dans le secteur ASDM encourage l'auto-organisation des producteurs artisanaux en coopératives ou en d'autres formes d'auto-organisation.	L'encouragement à l'auto-organisation des artisans miniers est une étape essentielle dans la promotion de la formalisation et de la professionnalisation du secteur. Au final, il est plus facile pour les gouvernements et d'autres organisations de fournir des services et des appuis aux groupes organisés de travailleurs ASDM qu'aux artisans miniers individuels.	
	Si applicable, les installations de délivrance des permis sont localisées de manière accessible à l'artisan minier moyen.	Les artisans miniers qui veulent travailler dans la légalité n'ont pas toujours les moyens ou l'incitation pour se rendre au bureau administratif le plus proche. En réalité, les vrais coûts de formalisation incluent les frais de transport, de logement, et le manque à gagner des jours de travail perdus pendant le voyage.  NB : Cela n'est pas applicable à certains contextes. Dans certains pays, seul le site minier doit recevoir un permis pour rendre l'opération légale. Dans d'autres pays, le site minier et l'artisan minier doivent détenir un permis sur site.	Les autorités minières peuvent multiplier le nombre de bureaux d'enregistrement dans les régions minières et simplifier les procédures d'attribution des permis pour les rendre accessibles. Un autre créatif d'atteindre les artisans miniers est de décentraliser l'autorité de délivrance de permis au plus bas échelon administratif comme la municipalité.
	Mining authorities organize formalization campaigns on a regular basis. Les autorités minières organisent régulièrement des campagnes de formalisation.	Les campagnes, pour être efficaces, doivent être limitées dans l'espace et répétées plusieurs fois chaque année. Elles peuvent être appuyées de façon efficace par des opérations de formation et d'information de manière à attirer et à inciter les artisans miniers.  Les campagnes de formalisation ont également un but de contrôle et d'application de la loi. Bien qu'il soit important d'offrir des incitations à la formalisation, il est tout aussi important de renforcer l'application de la loi.	Le service mobile d'enregistrement, un système par lequel les agents du gouvernement vont sur les chantiers miniers pour enregistrer les sites ou les artisans miniers au lieu de demander aux producteurs de venir aux bureaux administratifs, est une méthode innovante d'enregistrer les artisans miniers.
	Il existe suffisamment d'incitations juridiques et financières pour encourager les acheteurs à s'enregistrer officiellement.	Il est recommandé qu'une évaluation de la chaîne d'approvisionnement soit effectuée afin de comprendre qui est informel, pourquoi, et identifier les mesures d'incitation et de dissuasion appropriées pour encourager la formalisation.	Exemple de la politique : « les permis de colporteur de diamant comme stratégie visant à formaliser les négociants à la petite semaine ». Au Sierra Leone, ce groupe est appelé Open-Yai ("Ouvrez vos yeux")

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		Avec un programme de formalisation, il est important de suivre et d'évaluer périodiquement les efforts afin d'identifier les tendances, les zones de sous-performance, et d'adopter des stratégies de gestion adaptative pour répondre aux défis actuels et changer ou modifier la tactique autant que nécessaire.	et ce sont des acheteurs de diamants informels opérant ordinairement tant dans les zones urbaines qu'éloignées.
	Il existe des incitations juridiques et financières suffisantes pour encourager les acheteurs à acheter uniquement sur les sites ASDM formalisés.	Des études récentes ont indiqué que l'insécurité, la charge fiscale, le manque d'investissements de l'État et le faible nombre de zones officielles d'exploitation artisanale sont parmi les raisons les plus couramment citées par les acheteurs pour ne pas acheter uniquement auprès des producteurs d'ASDM formels.	
<b>Total de oui</b> —	Un total de 7 réponses « oui » est possible  <div style="display: flex; flex-direction: column; gap: 5px;"> <div style="background-color: red; width: 15px; height: 15px; display: inline-block;"></div> Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge</div> <div style="background-color: yellow; width: 15px; height: 15px; display: inline-block;"></div> Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		

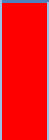


#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

#### *Catégorie 2: Des incitations non-financières sont créées pour encourager les producteurs ASDM à se formaliser.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les artisans miniers ont accès à des services non financiers attractifs ou à des avantages avec la formalisation.	Alors que des frais réduits et l'aide directe ou indirecte des incitations financières, les éléments non financiers peuvent fournir d'autres incitations et améliorer le bien-être des producteurs d'ASDM. Ces incitations peuvent inclure des programmes directs ou indirects d'appui à l'auto-organisation (coopératives ou autres formes d'auto-organisation), à la professionnalisation, à l'équipement, à la formation géotechnique et à d'autres services d'appui, ou à des programmes de sécurité sociale.	En Mongolie, les mineurs artisanaux qui s'enregistrent peuvent avoir accès à l'assurance sociale et de santé, quelque chose auparavant inaccessible en raison de coûts élevés.  La Tanzanie décrit ses engagements financiers et non-financiers pour l'appui du secteur d'ASM dans sa Politique Minière de 2009 et dans sa Loi Minière de 2010.
	Des incitations non-financières spécifiques sont offertes pour encourager les travailleurs ASDM à rejoindre des groupes organisés de producteurs	This can include some of the services listed above, such as social welfare programs or technical support services. It can also include tax benefits, or direct access to exports. Ces incitations peuvent inclure certains des	Les législations du Brésil et de la République Centrafricaine permettent aux coopératives artisanales minières d'exporter directement.

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	ASDM.	services listés ci-dessus, comme des programmes de sécurité sociale ou des services d'appui technique. Elles peuvent aussi inclure des avantages fiscaux ou un accès direct à l'exportation.	
	Aux titulaires de permis ASDM sont offerts une sécurité similaire de tenure en tant que sociétés / entreprises minières industrielles.	Pour que l'ASDM investisse dans l'équipement, les personnes et les méthodes, leur droit à la terre doit être sécurisé par des moyens équivalents offerts aux sociétés / entreprises minières industrielles qui ne que d'autres entités dans le secteur.	
	S'ils sont sujets au déplacement, les détenteurs de permis de site d'ASDM ont la possibilité d'acquérir des droits aux redevances pour les travaux d'exploration réalisés sur leur site.		
	Aux titulaires de permis d'ASDM sont offerts des dispositions à capacité de prévision similaires à celles des sociétés / entreprises minières industrielles.	Les dispositions à capacité de prévision comprennent les garanties de régimes et de réglementations fiscales stables.	
	Les titulaires du permis d'ASDM bénéficient d'une protection similaire à celle des sociétés minières industrielles concernant l'exécution des contrats et la non-discrimination.		
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?



## ACTION DE POLITIQUE A2

### OBJECTIF DE POLITIQUE: RENFORCEMENT DE LA FORMALISATION DE L'EXTRACTION MINIERE ARTISANALE

#### ACTION DE POLITIQUE A2 : AMELIORER LA COLLECTE ET L'ANALYSE DES DONNEES

“Comme l'indiquent également les déclarations figurant dans la Déclaration de Moscou, les participants au PK sont encouragés à procéder à la collecte de données démographiques et géographiques dans les régions d'ASM. »– *Déclaration de Washington (A2)*

**Catégorie 1: Des données démographiques, géologiques et géographiques fiables sont collectées et accessibles au public.**

**Catégorie secondaire 1.1 : Le gouvernement collecte et publie des données géologiques et géographiques.**

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Il existe une enquête géologique nationale fiable avec des données géologiques historiques et mises à jour tirées des données publiques, privées et coloniales.	Dans certains cas, les gouvernements n'auront pas mené des enquêtes eux-mêmes, mais d'autres doivent l'avoir fait. Dans ces cas, il est important que les données soient disponibles. Les entités juridiques peuvent être obligées par la loi de libérer leurs enquêtes géologiques à l'Etat lors de la remise de leur permis de prospection et d'exploration minières.	
	Il existe suffisamment d'incitations financières et non financières (avantages fiscaux, obligations réglementaires, innovations financières, etc.) pour encourager les entités privées à partager leurs données géographiques et géologiques ou à contribuer à l'enquête géologique nationale.	Par ses opérations d'exploration, d'exploitation et autres, le secteur privé relève souvent des données géologiques et géographiques intéressantes qui peuvent contribuer à la base de connaissances nationale. Au lieu de perdre ces informations, des incitations doivent être développées pour les intégrer dans la sphère publique.	
	Les politiques et les programmes gouvernementaux encouragent les entreprises minières industrielles à partager des données sur les gisements de diamants alluviaux dans leurs concessions qui sont appropriées pour l'ASM et que la société est prête à abandonner aux entreprises d'ASM.	Les entreprises exploitent rarement la totalité de leur concession minière, mais les données de prospection précieuses sur les parties inutilisées de la concession sont souvent gardées propriété. L'industrie minière est également moins intéressée par les gisements alluviaux. Les politiques gouvernementales pourraient inclure, par exemple, le partage de données ou l'abandon de concessions en échange de conditions de bail prolongé ou d'allègement fiscal, etc.	
	Les caractéristiques physiques et sociales sont cartographiées pour informer sur les programmes de réhabilitation des terres.	Les informations sur les caractéristiques physiques (telles que la chimie du sol, la topographie, la disponibilité et la qualité de l'eau et la géologie,) et les caractéristiques sociales pertinentes (comme la démographie, l'économie, etc.) doivent être prises en compte dans la conception de l'utilisation des terres après leur réhabilitation.	
	Des systèmes de relevé régional de données et d'échanges d'information ont été créés pour promouvoir de bonnes pratiques dans la collecte de données géologiques et de programmes ASDM d'assistance géologique.	Pour faciliter les bonnes pratiques, des systèmes régionaux ou inter-régionaux d'information peuvent être créés pour utiliser les travaux et les idées des autres afin d'avancer les méthodes de collecte de données et développer les programmes ASDM d'assistance géologique.	
<b>Total de oui</b>	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1, assignez une couleur rouge		
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	Si le nombre de réponses « oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

#### *Catégorie secondaire 1.2: Le gouvernement publie et dissémine les données géologiques et géographiques.*

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les données d'enquête géologique et géographique sont utilisées pour renseigner directement des plans d'utilisation des sols, comme la localisation appropriée des zones ASM sur la base des connaissances scientifiques disponibles.	Les artisans miniers conduisent communément des prospections sans l'utilisation de données géologiques ou scientifiques pour les guider. Pour contenir l'ASM dans des zones appropriées basées sur la nature des gisements, les Etats peuvent conduire un plan d'utilisation des sols.	
	Les informations scientifiques de l'Etat sur les diamants alluviaux, les métaux précieux et les pierres précieuses sont disponibles aux artisans miniers et aux investisseurs à un prix abordable.		
	Le gouvernement a une stratégie de communication et de dissémination en place pour garantir que les données géologiques sont largement accessibles par les artisans miniers, les investisseurs et autres utilisateurs potentiels.	Les données peuvent exister mais ne sont pas utilisées parce qu'il n'est pas connu qu'elles sont accessibles ni comment y accéder.	
	Les données géologiques sont utilisées pour guider des programmes d'assistance aux artisans miniers, comme par exemple les aider à utiliser les meilleures méthodes pour maximiser l'exploitation des gisements.		
	Les données géologiques des sites ASM sont analysées avec un vecteur de genre, comme l'identification des zones où les femmes ont plus de probabilité d'exploiter et la recherche d'appuis techniques dont elles ont besoin.	Là où les zones ASM sont développées, ou bien où des partenariats de cohabitation entre ASM et exploitation industrielle sont considérés, le vecteur de genre peut être intégré au processus de planification des sols pour identifier les sites où les femmes pourront réussir en tant que creuseuses.	
	Les données sur d'autres minerais, sous-produits et autres matériaux sont collectées et partagées dans les aires, pour qu'ils puissent être exploités et	Cette pratique peut diversifier les minerais exploités, réduire la dépendance d'une région vis-à-vis des diamants, utiliser la terre exploitée de	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	commercialisés efficacement par l'ASM.	façon plus efficace, et rendre les opérations minières plus rentables.	
<b>Total de oui</b>	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
—	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

#### Catégorie secondaire 1.3: Le gouvernement collecte et publie des données démographiques.

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les chaînes d'approvisionnement d'ASDM ont été cartographiées au cours des cinq dernières années pour identifier le nombre de personnes impliquées dans la production formelle et informelle d'ASDM et leurs rôles dans la chaîne entre la mine et l'export.	<p>La cartographie des chaînes d'approvisionnement consiste à identifier les différents rôles à chaque point de la chaîne d'approvisionnement. Une cartographie plus détaillée de la chaîne d'approvisionnement permettrait aussi d'identifier ceux qui fournissent des biens ou des services aux mineurs et ceux qui leur fait payer des impôts de façon formelle et informelle.</p> <p>La cartographie de la chaîne d'approvisionnement peut inclure l'identification des rôles caractéristiques suivants : propriétaire de licence, propriétaire foncier, financier, exportateur, acheteur informel, commerçant, mineurs (creuseurs et autres), propriétaires fonciers et agents du titulaire de la licence (par exemple, agent de concessionnaire), moniteurs traditionnels de l'administration, processeurs et transformateurs, cuisiniers, petits commerçants sur place et autres fournisseurs de services sur place.</p>	
	Les rôles des femmes sont pris en compte dans la cartographie de la chaîne d'approvisionnement.	Certains rôles dans le processus sont le plus souvent occupés par des femmes. Le sexisme peut signifier que les artisans miniers excluent les femmes de ceux qui sont considérés être au centre du processus d'exploitation minière, les rendant invisibles. En outre, seule la compréhension des rôles qui sont généralement occupés par des femmes	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		et des hommes permet la planification de la santé et de la sécurité sexospécifique. Il est important que les rôles des femmes soient expressément identifiés.	
	Les rôles des enfants dans la production sont reflétés dans la cartographie de la chaîne d'approvisionnement, indépendamment de leur légalité.	Dans certains contextes, le travail des enfants peut être limité par la loi, mais il demeure dans la pratique. Il est important de collecter des informations sur leurs rôles dans la pratique - indépendamment de la légalité, afin de documenter l'ampleur du problème, étudier ses causes, et informer sur les stratégies de réponse.	
	Le ministère des Mines offre une formation à tous les fonctionnaires compétents en collecte des données dans les zones et les communautés éloignées, et en traitement des données.	Les données ne sont utiles que si elles sont générées et traitées de façon crédible. Les données démographiques peuvent inclure : l'âge, le genre, le nombre d'années d'expérience dans l'exploitation minière, le nombre de personnes à charge, le revenu mensuel moyen, les autres sources de revenu, les moyens de subsistance de l'épouse, le niveau d'éducation, le statut migratoire, et le rôle et la fonction dans la chaîne d'approvisionnement du diamant.	
	Une étude démographique et une évaluation des besoins ont été conduits dans les cinq dernières années pour identifier qui travaille où et pourquoi, quelles sont leurs compétences, et quels sont leurs besoins pour échapper à la pauvreté.	Cette connaissance aide les planificateurs du développement à mieux concevoir les politiques et les initiatives.  Les efforts de collecte de données démographiques doivent inclure une catégorisation des acteurs engagés dans l'exploitation informelle et pourquoi, ainsi que les autres lignes de division afin d'identifier les populations potentiellement vulnérables (et examiner la nature de leur vulnérabilité) et développer des réponses et des programmes appropriés.	En RDC, DDI collecte les données socio-démographiques des artisans miniers.
	Ces évaluations des besoins sont partagées avec la communauté des pays donateurs, les ONG ou autres, afin de catalyser les réponses de développement et de promouvoir la coordination.		
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune		
	Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?




Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
---------	----------------------------	---------------------------	-------------------

**Remarques sur les innovations : Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?**

*Catégorie 2: Les données cadastrales et géologiques sont collectées et traitées par une administration et une technologie efficaces.*

*Catégorie secondaire 2.1: L'administration et le traitement de l'analyse des données cadastrales et géologiques sont efficaces et efficaces.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les données cadastrales sont accumulées et mises à jour au moins une fois par an.	Plus récentes sont les données, plus elles sont utiles. Plus souvent la collecte de données et la saisie sont faites, plus précise est l'interprétation des données en termes de modèles, de tendances, de corrélations et de prévisions.	
	Les données géologiques du gouvernement, du secteur privé, des institutions internationales et d'autres sources sont mises à jour dans des archives centralisées et publiquement accessibles au moins tous les trois ans.		
	L'agence gouvernementale en charge des données cadastrales d'ASDM utilise une technologie et un logiciel qui permettent le traitement efficace et la mise à jour des données et la facilité d'accès et d'utilisation par les tiers.	Là où la technologie obscure est utilisée, les données peuvent être moins accessibles pour les autres utilisateurs en dehors du gouvernement.	
	Le personnel en charge de la base de données a la capacité de maximiser l'utilisation des données et recevoir une formation appropriée et régulière.	La gestion des données est une compétence technique et nécessite que les administrateurs soient bien formés.	
	Le gouvernement a numérisé la totalité de ses données sur papier (par exemple, les cartes, les baux et les titres de propriété).	Il s'agit de s'assurer qu'il existe une sauvegarde numérique de dans le cas où les données sur papier sont perdues ou détruites.  Il est conseillé de conserver les documents originaux dans des archives sûres pendant au moins 5 ans, et les données numérisées dans différentes localités. Cela garantit une sauvegarde sous format papier au cas où les données numérisées soient perdues ou détruites.	
	L'administration de gestion de la base de données rend accessible ses données à différents niveaux du Ministère des Mines, à d'autres organismes gouvernementaux et aux organisations de développement afin d'accroître la coordination de la politique.		
	Les données historiques et mises à jour sont disponibles sous forme brute, agrégée et analysée.	Différents utilisateurs exigent différents niveaux de données désagrégées et d'analyse. Par exemple, les sociologues peuvent	

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		souhaiter avoir des données ventilées pour gérer leurs propres modèles et analyses. Les agences gouvernementales et les organisations de la société civile peuvent bénéficier davantage des histoires digestibles que les données montrent en termes de tendances et de changements dans l'espace et dans le temps.	
	Un résumé de l'histoire de la collecte des données géologiques et géographiques, les lacunes dans la collecte de données, les activités futures de collecte de données planifiées, et les modifications apportées sont publiées annuellement.	Les données sont plus utiles si elles sont mises en contexte. Les utilisateurs ont besoin de savoir comment, pourquoi et quand elles ont été créées, comment elles ont été utilisées, et quelles sont les intentions du gouvernement pour les données et la collecte des données à l'avenir. Comment les données collectées ont informé le gouvernement sur la façon de changer la collecte de données de sorte qu'elles soient plus utiles et captent mieux les modèles et les tendances identifiées précédemment ?	
<b>Total de oui</b> —	Un total de 8 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:




**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

*Catégorie secondaire 2.2: Le gouvernement appuie la collecte des données cadastrales et le contrôle des opérations minières avec une technologie efficace et efficiente.*

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Le gouvernement utilise une technologie efficace pour améliorer la génération des permis.	Les procédures archaïques de permis et licences comme l'utilisation exclusive du papier et des cartes réalisées à la main peuvent causer un chevauchement des concessions, des conflits, des inefficacités opérationnelles ainsi qu'un retard d'information pour les candidats aux permis ASDM et autres investisseurs du secteur.	Un moyen efficace d'octroyer les permis serait d'entrer les données sur un « smartphone » utilisant une application spécialement adaptée.  En République Centrafricaine, le Ministère des Mines appuyé par le projet DPDDA et le gouvernement de Taiwan a

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
			déployé des cadres du ministère équipés d'unités GPS pour cartographier près de 3 000 chantiers miniers artisanaux. DDI a utilisé une approche similaire en RDC.
	Le gouvernement utilise une technologie efficace pour la surveillance du site.	Le gouvernement peut utiliser le système d'imagerie aérienne par satellite pour surveiller l'activité et les impacts d'ASDM, comme la surveillance de l'expansion des sites agréés et l'identification des sites non autorisés, le suivi de la couverture forestière, etc.	En Guinée, le Ministère des Mines et l'USGS ont mêlé images satellitaires et enquêtes de terrain pour cartographier une région ASM entière et pour surveiller les extensions des chantiers pendant quelques années.
	Le gouvernement utilise une technologie efficace pour contrôler les exportations et combattre la contrebande.		La police fédérale brésilienne a expérimenté une initiative novatrice d'empreintes « footprinting » et « fingerprinting » pour suivre les marchandises en provenance des gisements géologiques et déterminer leur origine au point d'exportation.  Les autorités de contrôle peuvent également penser à équiper les douanes et la police de détecteurs de diamants.
	Le gouvernement utilise une technologie efficace pour suivre avec précision la chaîne de valeur de la mine à l'exportation.		
	Le gouvernement investit de façon appropriée dans la recherche et le développement de la base de données d'ASDM et de la technologie de surveillance.		
	Des technologies appropriées sont utilisées pour l'échantillonnage et la mesure de l'eau, l'air, la pollution des sols potentiellement associés à l'exploitation d'ASDM.		

<b>Total de oui</b>	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.
—	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune	
	 Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte	

**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

## ACTION DE POLITIQUE A3

### OBJECTIF DE POLITIQUE: RENFORCEMENT DE LA FORMALISATION DE L'EXTRACTION MINIERE ARTISANALE

#### ACTION DE POLITIQUE A3 : CONSOLIDER LES DROITS DE PROPRIETE




“Les membres du PK are encouraged to explore the feasibility of strengthening property rights through clarification, demarcation, and documentation of land and mining rights in accordance to national laws.”  
– *Déclaration de Washington (A3)*

**Catégorie 1 : Les cadres juridiques et administratifs fournissent des structures claires pour la reconnaissance des droits dans le secteur**

**Catégorie secondaire 1.1 : L'environnement juridique renforce les droits de propriété des artisans miniers.**

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les lois et règlements nationaux prévoient la clarté juridique des régimes fonciers potentiellement concurrents (par exemple, entre la surface et les droits souterrains).	La Déclaration de Washington affirme qu'une surface solide et claire et les droits de propriété du sous-sol sont nécessaires pour réduire les conflits fonciers et renforcer les activités économiques formelles et diversifiées à travers une zone augmentant la sécurité de la tenure.	
	Les lois et règlements nationaux reconnaissent les revendications et les droits détenus par les artisans miniers, soit par le biais des régimes fonciers coutumiers ou statutaires.	Il peut être le cas que les producteurs d'ASDM travaillent au sein du système coutumier, mais que le système statutaire peut les considérer illégaux.	
	Les procédures du gouvernement sont en place pour protéger et promouvoir le secteur de l'exploitation minière artisanale à travers la répartition et la délimitation de zones ASM spécifiques.	Les zones ASM doivent être établies sur la base de bonnes informations géologiques indiquant la présence de gisements alluvionnaires de diamant exploitable par l'ASDM.	
	Si et lorsqu'elles sont établies, les zones ASM sont effectivement protégées par le gouvernement comme un moyen d'offrir une sécurité foncière substantielle de long terme pour les producteurs ASDM qui respectent la loi.	Les producteurs ASDM qui travaillent légalement au sein des zones ASM ne sont pas menacés d'éviction lorsqu'une industrie minière privée ou publique cherche à obtenir des droits miniers dans la zone. Les zones ASM sont protégées en loi et en pratique pour les producteurs artisanaux.	
	Les politiques nationales, les lois et règlements offrent aux titulaires potentiels de licences d'ASDM des droits miniers formels, soit individuellement, soit par l'intermédiaire d'un système associatif (comme les coopératives).		
	Les lois et les règlements garantissent aux hommes et aux femmes des droits égaux à la terre et aux minerais souterrains.	Ainsi, en politique et en pratique, les femmes reçoivent-elles des droits égaux à la terre et aux minerais souterrains ? Le problème est très pertinent dans le cas de l'héritage. Souvent, les femmes enregistrent leur terre héritée au nom de leur mari ou de leur fils de peur que leur droit ne soit pas reconnu par les autorités	Lorsque la pratique coutumière d'attribution des terres reste hautement patriarcale, contre les principes formels de la loi nationale, le gouvernement peut considérer le déploiement d'enquêteurs de genre pour faire appliquer la loi.



Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		coutumières, mais cette pratique les rend vulnérable de perdre la terre sur la base de cette relation.	
	Les syndicats ou associations ASDM participent au suivi, au contrôle et à l'application de leurs droits de propriété.		
<b>Total de oui</b> —	Un total de 7 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

*Catégorie secondaire 1.2 : Les institutions responsables d'administrer les droits de propriété sont accessibles, transparentes et efficaces dans les régions minières d'ASM.*

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Un cadastre minier national est en place pour suivre les activités présentes et historiques des permis des chantiers ASDM.	Le suivi historique des permis et des licences est utile parce qu'il indique combien de fois un chantier a été exploité par le passé. Cette information essentielle permet à un candidat de gérer les risques. Il peut aussi guider le plan d'utilisation des sols. Si un chantier est épuisé (NB : cela est différent d'un chantier « travaillé » qui indique que d'autres méthodes peuvent être nécessaires pour accéder aux minéraux souterrains), des programmes spécifiques peuvent être conçus en réponse à l'activité historique du site.	
	La loi minière est consistante avec les lois foncières nationales – et a été adaptée en fonction de ces lois – de manière à réduire les contradictions entre les droits de propriété du sol et du sous-sol.	Les conflits sont récurrents entre les titulaires de droits de propriété du sol et ceux du sous-sol à cause d'un manque de compréhension des droits et des responsabilités de chaque partie, mais aussi bien souvent parce que les lois foncière et minière ne sont pas consistantes. Le besoin d'harmoniser les droits au sol et au sous-sol et les politiques foncière et minière est réel. Pour réduire les conflits sociaux, il est conseillé que la loi minière soit adaptée à la	

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		loi foncière.	
	Le cadre existant de l'administration foncière et des droits de propriété reflètent le système foncier et le régime de droits de propriété décrit dans la loi.	Dans certaines situations, la loi est très éloignée de ce qui est appliqué en pratique. Dans de tels cas, les droits artisanaux de propriété peuvent être affaiblis parce que la loi ne reflète pas les pratiques établies et les remèdes légaux peuvent ne pas être disponibles.	
	Les propriétaires fonciers et les autres populations affectées négativement par l'exploitation minière artisanale sont légalement protégés contre les activités de l'exploitation minière artisanale.	Les producteurs d'ASDM peuvent affecter la qualité, l'intégrité et les utilisations économiques des terres adjacentes. Pour promouvoir la responsabilité et les droits de propriété pour tous, un mécanisme juridique devrait protéger les droits des autres propriétaires et des populations touchées.	
	Le cadastre minier national est synchronisé et partage ses données avec les bureaux sous-nationaux (régionaux), et vice versa.	Trop souvent, les bases de données régionales et nationales ne sont pas synchronisées, ce qui occasionne des erreurs d'information et de permis en plus de l'inefficacité administrative.	
	Le cadastre minier national est accessible au public et contient des informations mises à jour sur 95% ou plus des permis d'ASM enregistrés.	Dans ce cas, "mis à jour" signifie que les données sont revues au moins une fois par an.	
	Au moins la moitié des chantiers miniers artisanaux réels (légaux ou pas) sont enregistrés.		
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 7 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

#### *Catégorie 2 : Les artisans miniers ont un accès efficace et abordable à la justice et aux mécanismes de compensation.*

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Des systèmes formalisés de règlement extrajudiciaire des différends sont en place dans les régions ASDM pour statuer sur les litiges commerciaux.	Bien que les tribunaux aient certainement un rôle à jouer, ils sont généralement coûteux (à cause des avocats et les frais associés) et prennent beaucoup de temps. Ces	

Oui/ Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		caractéristiques les rendent peu attrayants ou potentiellement irréalistes pour les producteurs d'ASDM. Il faudrait envisager des mécanismes alternatifs de résolution des litiges peu coûteux mais efficaces dans les zones où les conflits d'ASDM peuvent être abordés en réponse à ces conditions.	
	Les producteurs d'ASDM peuvent accéder à des représentants légaux ou aux groupes de plaidoyer pour leur servir de médiateurs et d'appui dans leurs négociations avec les sociétés minières.		
	Des services d'aide juridique gratuits ou à faible coût sont disponibles pour les artisans miniers pour appuyer leurs revendications minières.		
	Les artisans miniers sont généralement satisfaits des procédures et des règlements d'indemnisation lorsque les permis d'exploitation sont attribués à une autre entité (par exemple une industrie minière, une société d'exploration, ou l'État).	Par exemple, y a-t-il un mécanisme pour indemniser les artisans miniers lorsqu'une exploration minière à grande échelle ou une concession minière est accordée et remplace leur titre, et ce mécanisme est-il utilisé ? Ce mécanisme est-il fonctionnel, fondé sur une capacité à clarifier les droits, à communiquer les procédures, à déterminer le montant de la compensation de manière à satisfaire toutes les parties et éviter les conflits entre elles ?	
	Les titulaires de titres fonciers sont généralement satisfaits des procédures d'expropriation lorsque des permis ASDM sont alloués.		
	Les titulaires de droits fonciers coutumiers sont généralement satisfaits des procédures d'expropriation lorsque des permis ASDM sont alloués.		
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

## ACTION DE POLITIQUE A4

### OBJECTIF DE POLITIQUE: RENFORCEMENT DE LA FORMALISATION DE L'EXTRACTION MINIERE ARTISANALE




#### ACTION DE POLITIQUE A4 : AMELIORER LA TRANSPARENCE FINANCIERE ET LA BONNE GOUVERNANCE

« Les participants sont encouragés à reconnaître que la transparence financière et une bonne gouvernance renforcent l'idée selon laquelle tous les citoyens ont quelque chose à gagner de l'extraction des diamants et que tous ont un intérêt dans le processus de décision. » – *Déclaration de Washington (A4)*

#### *Catégorie 1 : Améliorer la transparence financière*

##### *Catégorie secondaire 1.1 : Traçabilité commerciale et suivi financier.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Des reçus sont émis pour tous les paiements effectués par les différentes parties dans le processus d'octroi de licences.	L'utilisation des reçus rend la sollicitation des paiements informels plus difficile.	Au Sierra Leone, les paiements en espèces pour les frais de licence sont reçus par une banque qui délivre au demandeur un reçu de paiement à soumettre avec sa demande.
	Des reçus sont émis pour toutes les transactions financières qui soutiennent l'exploitation minière et la vente / achat de diamants.	L'utilisation des reçus facilite le suivi financier et matériel.	En Guyane, les relevés des opérations de trésorerie sont une étape nécessaire des procédures de traçabilité sur papier et accompagnent un diamant du bas de la chaîne d'approvisionnement au point d'exportation.
	Les institutions financières sont enrôlées pour coopérer avec les autorités règlementaires de l'Etat pour identifier les transactions suspectes (potentiellement illégales) dans le secteur minier et commercial.	Les organisations financières peuvent être enrôlées à coopérer à la transparence financière et aux efforts de lutte contre la fraude et le blanchiment de l'argent sale par des programmes volontaires ou obligatoires de diligence raisonnable qui signalent les transactions suspectes mais sans retarder les actions commerciales légitimes.	
	Les institutions financières formelles (banques, mutuelles de crédit, etc.) ont des bureaux dans les régions minières où les travailleurs ASDM et les autres acteurs de la chaîne de valeur peuvent ouvrir des comptes, prendre des prêts et lever des investissements.	Lorsque les institutions financières ne sont pas présentes dans ces régions, c'est le rôle du gouvernement d'encourager et d'inciter leur installation dans ces régions sous-desservies pour qu'elles concurrencent les systèmes informels de prêt existants.	
	La plupart des transactions financières de diamants et d'investissements transitent par le biais du système bancaire formel.	Il est plus facile d'auditer les transactions à travers les circuits bancaires formels. Idéalement, toutes les transactions financières supérieures à un montant minimum (par exemple, 10 000 dollars) devraient être menées par l'intermédiaire du système bancaire formel.	
	Presque toutes les sommes importées à des fins d'exploitation artisanale ou d'achat de diamants passent par le système bancaire formel.	L'importation de grandes quantités d'argent pour l'achat de diamants peut être liée au blanchiment de l'argent sale. Lorsque des investisseurs ou des acheteurs apportent de l'argent à travers le	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		système bancaire formel, le blanchiment est rendu plus difficile.	
	La liste officielle de prix des diamants artisanaux exportés (mercuriale), les statistiques de production et les revenus d'exportation sont disponibles au public et de façon diligente.	« De façon diligente » signifie environ trois mois après l'exportation, sur une base mensuelle. Ainsi, les prix des pierres exportées en septembre devraient être publiées avant le 1 <sup>er</sup> décembre.  Les statistiques de production et d'exportation de diamants devraient être disponibles sur un site Web accessible au public et sous forme papier par le ministère des mines (ou équivalent).	Sur la présentation des statistiques mises à jour, le « GoSL Online Repository » financé par le GIZ au Sierra Leone peut être instructif.
	Un système d'enchères (ou similaire) existe et fonctionne bien pour permettre un maximum de transparence de la vente de diamants.		
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 8 réponses « oui » est possible   Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge  Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune  Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte	Couleur assignée : _____.	




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

#### Catégorie secondaire 1.2 : Gestion et responsabilité financières.

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Des systèmes sont en place pour réduire les paiements en liquide dans les bureaux de l'administration minière.	Il est plus difficile pour les responsables de détourner l'argent ou de collecter des paiements supplémentaires illégaux lorsque le paiement des licences ne transite pas en liquide.	
	Les bureaux gouvernementaux qui gèrent les transactions en espèces ou émettent des licences sont régulièrement audités pour la conformité aux procédures et financière.		A Sierra Leone, les bureaux miniers au niveau du district sont régulièrement audités.
	En pratique, les candidats aux permis et licences miniers artisanaux ne paient que les frais publiés pour obtenir leur permis.	Dans certaines juridictions, il est fréquent que le coût réel des permis et licences soit bien plus important que le coût officiel, à cause de la corruption et	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		des paiements supplémentaires exigés.	
	En pratique, les négociants et les exportateurs de diamants ne paient que les frais et les taxes publiés pour établir leur bureau et exporter les produits.	Dans certaines juridictions, il est fréquent que le coût réel des permis et des taxes soit bien plus important que le coût officiel, à cause de la corruption et des paiements supplémentaires exigés.	
	Les informations sur la façon dont sont dépensés les revenus d'ASDM sont disponibles et facilement accessibles au public.	L'information sur l'utilisation des revenus miniers est publiée régulièrement et cette information est vérifiée chaque année par un tiers.	
	Les citoyens les régions diamantifères bénéficient d'une redistribution des revenus d'ASDM d'au moins 20% de la valeur des taxes d'exportation des diamants produits de façon artisanale et industrielle.	Les communautés minières sont plus susceptibles de se formaliser si elles reçoivent un avantage évident des impôts, des honoraires et des redevances. La redistribution des taxes des diamants produits industriellement dans les régions diamantifères est un autre mécanisme permettant de garantir que les communautés affectées par l'industrie minière reçoivent des avantages tangibles de la recherche minière exploitée. Cependant, comme dans tout cas de décentralisation, la politique doit être soigneusement contrôlée pour éviter qu'elle ne crée pas de mauvaises incitations ni de résultats involontaires.	Au Sierra Leone, le Fonds de développement communautaire des zones diamantifères (FDCZD) renvoie depuis 2001 une partie des taxes d'exportation de diamants aux municipalités productrices de diamants. Environ 25% des taxes de 3% prélevées sur les diamants artisanaux exportés est versé aux chefferies pour développer les communautés locales.
	L'ensemble du système encourage la compétition active, transparente et libre entre les mineurs et les financiers.		En RCA, le Ministère des Mines a créé plusieurs cases d'évaluation de diamants bruts et a formé plusieurs évaluateurs locaux pour encourager la concurrence entre les acheteurs.
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 7 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

**Catégorie 2 : Améliorer la participation et la planification dans le secteur ASDM.**

**Catégorie secondaire 2.1 : Intégrer l'ASDM dans la planification du développement.**

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Le gouvernement a une politique d'ASDM disponible au public et intégré dans une stratégie minière plus vaste, y compris une vision et des objectifs.	Certains pays ayant un secteur d'ASM n'incluent pas l'ASM dans leur stratégie minière.	La Politique Minière de 2009 et la Loi Minière de 2010 de la Tanzanie soulignent la vision de l'Etat pour le secteur ASM au sein de documents exposant ses plans pour le secteur minier dans son ensemble. Ces documents engagent le gouvernement dans des actions spécifiques pour appuyer le secteur ASM, telles que la désignation de régions ASM ; l'appui aux artisans miniers en équipement, en services géotechniques, en facilités de crédit, en formation SST, en formation environnementale, etc. Ces services aident les artisans miniers dans leur professionnalisation et leur formalisation.
	Le gouvernement réévalue sa politique d'ASDM au moins tous les 7 ans à travers un processus minutieux de consultations qui incluent toutes les parties prenantes (société civile, industrie minière, groupes vulnérables).		
	Les plans miniers locaux sont intégrés aux plans de développement locaux.	Par exemple, les zones d'exploitation artisanale sont basées sur des plans d'utilisation des sols.  Une indication de l'intégration peut être le pourcentage de conseils de village dans les régions ASM qui sont activement engagées dans le développement et la mise en œuvre des plans de développement locaux.	Au Sierra Leone, GIZ est le fer de lance d'une initiative pour organiser la planification du développement local à travers lequel les interventions sont encadrées. Les interventions de DDI au Sierra Leone sont également basées sur les priorités identifiées par le district local et les conseils municipaux.
	Les plans miniers locaux sont intégrés aux plans de développement nationaux.	Par exemple, les zones d'exploitation artisanale sont basées sur des plans d'utilisation des sols.  Une indication de l'intégration peut être le pourcentage de conseils de village dans les régions ASM qui sont activement engagées dans le développement et la mise en œuvre des plans de développement locaux.	
	Les organismes gouvernementaux intègrent le genre dans la politique d'ASDM, la stratégie et les plans.		
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses		

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	« oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		

**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**




**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

*Catégorie secondaire 2.2 : Efficacité de la stratégie et application de la loi.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les lois et les politiques concernant l'ASDM sont largement diffusées et disponibles dans un langage clair pour tous les artisans miniers dans le pays.	<p>Les artisans miniers ne peuvent pas être tenus de se conformer à la loi s'ils n'en sont pas conscients et n'y ont pas un bon accès.</p> <p>La diffusion comprend l'accès au texte juridique dans les zones d'ASDM dans la langue dominante de la région. D'autres moyens de diffusion (comme les jeux de rôles et l'utilisation de photos) peuvent être utilisés en reconnaissant le taux d'alphabétisation pour expliquer aux artisans miniers leurs droits et obligations, les conséquences de la non-conformité, comment la loi est appliquée et quelles sont les voies de recours lorsque la loi est appliquée de manière incorrecte.</p>	
	Les informations sur l'enregistrement (procédures et coûts spécifiques) est largement disponible dans un langage compréhensible dans les régions d'ASDM et dans les localités de vente.	Lorsque les procédures et les frais sont adéquatement publiés dans les régions minières, les candidats potentiels seront mieux informés sur la politique de l'État, leurs responsabilités en tant qu'artisans miniers, et ils seront en mesure de déterminer quand un prix inconvenant leur est exigé. Les informations sur l'enregistrement et les règles devraient être disponibles dans la langue dominante de la région, en incorporant des images si nécessaire pour reconnaître les taux d'alphabétisation parmi la population minière. Une large diffusion sur les règles de l'exploitation minière renforce à la fois les artisans miniers et les populations qui pourraient être affectées par l'exploitation minière artisanale, en informant celles-ci des devoirs des artisans miniers.	
	Les lois contre la contrebande et la production et le commerce illicites sont largement diffusées et	Les négociants peuvent ne pas être tenus de se conformer à la loi s'ils n'en sont pas conscients et n'y ont	



Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	appliquées correctement et de manière transparente.	pas un bon accès.  La diffusion comprend l'accès au texte juridique dans les ports localités de vente/achat, dans la langue dominante des commerçants (identifiée grâce à la collecte de données démographiques). L'utilisation d'autres moyens de diffusion (comme les jeux de rôles et l'utilisation des photos), en reconnaissance les taux d'alphabétisation, permet d'expliquer aux commerçants leurs droits et obligations, les conséquences de la non-conformité, comment la loi est appliquée, et quelles sont les voies de recours lorsque la loi est appliquée incorrectement.	
	Les responsables gouvernementaux et les décideurs sont tenus responsables devant les tribunaux et les peuvent perdre leur emploi quand ils abusent de leur pouvoir et des privilèges à leurs propres avantages.		
	Pour lutter contre les moteurs de la contrebande transfrontalière, les frais de négoce de diamants et les taxes à l'exportation ont été harmonisés avec les pays voisins.	Les pierres les plus précieuses et/ou les gros colis sont susceptibles d'être passés en contrebande, blanchis dans les chaînes d'approvisionnement et « légalement » exportés dans les pays où les exportateurs paient des frais, des redevances et des taxes inférieures.	L'option de l'harmonisation fiscale a été explorée au niveau régional dans l'Union du fleuve Mano et de la région des Grands Lacs tant pour les diamants que pour d'autres « minéraux de conflit ».
	Une évaluation de toutes les politiques, les codes et règlements a été conduite pour identifier les lacunes et les contradictions de politique qui motivent la contrebande internationale ou le commerce illégal et pour identifier les opportunités d'harmonisation.		
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
<b>Remarques sur les innovations : Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?</b>			

*Catégorie secondaire 2.3 : Améliorer la participation du public et de l'ASM dans la gouvernance du secteur.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les artisans miniers sont largement consultés dans le processus d'élaboration des politiques et de la réglementation.		Au Sierra Leone, une consultation nationale a été réalisée avec les artisans miniers pour élaborer la politique minière artisanale du pays.
	Les acheteurs, les commerçants et les exportateurs de l'ASDM sont largement consultés dans le processus d'élaboration des politiques et de la réglementation.		En Ouganda, le projet de gestion durable des ressources minérales a conduit, à l'échelle nationale, une consultation dans le cadre de la révision de la législation et du développement de la politique d'ASM.
	Les artisanes minières, les acheteuses, les négociantes, les exportatrices et les autres participantes à l'ASDM de sexe féminin sont largement consultées au même niveau que les hommes.	Aux femmes sont souvent confiés des rôles inférieurs dans le processus d'extraction minière et leur contribution peut être moins visible. Pour éviter de les marginaliser et de les appauvrir par inadvertance, la gouvernance doit activement impliquer les femmes dans le processus de consultation. Cela peut signifier tenir des consultations seulement avec des femmes dans certaines communautés et / ou assurer des techniques culturellement appropriées pour encourager les femmes à participer de manière significative aux consultations mixtes.	
	Les groupes non impliqués dans l'exploitation minière mais affectés par elle sont impliqués dans la régulation et le contrôle régulier du secteur.	De nombreux règlements sont conçus pour protéger les enjeux sociaux et environnementaux et / ou protéger les groupes vulnérables. La participation de ces groupes dans la conception et le suivi de la gouvernance du secteur ASM est importante pour assurer l'efficacité de ces protections prévues.	
	Les investisseurs et les autres membres du secteur privé sont inclus dans les consultations sur la façon d'améliorer la performance commerciale et la contribution économique de l'ASDM.	En fin de compte, une réforme doit être commercialement viable pour qu'elle soit suivie. Pour que l'ASDM puisse contribuer au développement économique, ceux qui cherchent à capitaliser sur elle devraient faire partie de la discussion pour comprendre quels supports sont nécessaires pour rendre le secteur plus rentable et plus attrayant pour l'investissement, et comment les investisseurs utilisent leurs profits.	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	L'ASDM et leurs collectivités et les intervenants sont dynamisés et impliqués dans le contrôle des impacts sociaux, environnementaux et économiques de l'ASDM.		La Boîte à Outils de Développement communautaire du Conseil International des Mines et Métaux (ICMM) peut fournir quelques indications sur la façon de réaliser avec succès la surveillance à base communautaire qui peut être adaptée aux activités d'ASDM.
	Le gouvernement engage le dialogue et la consultation avec les pays voisins sur les questions d'ASDM afin d'harmoniser la législation, en particulier, mais pas seulement, sur la fiscalité.	Les artisans miniers migrent généralement entre les pays voisins. Une plus grande harmonisation des lois et des règlements est susceptible de réduire les violations et d'assurer une bonne pratique.	
	La délégation du SCPK se réunit au niveau national en dehors des conférences internationales du PK au moins deux fois par an pour examiner les politiques et discuter des résultats et des points d'action.	Plusieurs autres plates-formes peuvent être utilisées pour accroître la participation communautaire, par exemple les comités locaux de développement associés aux conseils de district (aucune certitude sur leur désignation exacte). Essentiellement, ils sont composés de membres « ordinaires » de la communauté locale et organisés pour aider leurs élus locaux.	Alors que les conseils locaux n'avaient généralement pas assez de pouvoir réel au Sierra Leone, par exemple, le paysage politique a considérablement changé. Les conseils de district exercent maintenant un peu d'influence.
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 8 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

## ACTION DE POLITIQUE A5

### OBJECTIF DE POLITIQUE: RENFORCEMENT DE LA FORMALISATION DE L'EXTRACTION MINIERE ARTISANALE




#### ACTION DE POLITIQUE A5 : HABILITER LES ARTISANS MINIERES A TRAVAILLER DIRECTEMENT AVEC LES ACHETEURS ET LES INVESTISSEURS

« Un meilleur accès aux acheteurs et aux investisseurs peut améliorer l'existence des mineurs artisanaux, et garantir que davantage de diamants bruts entrent dans la chaîne officielle d'approvisionnement. Les participants ayant un secteur ASM sont encouragés à envisager l'établissement de cadres juridiques qui permettraient aux coopératives et aux mineurs artisanaux de commercialiser directement leur production de diamants sur le marché international tant qu'ils se conforment aux dispositions du SCPK. » –

*Déclaration de Washington (A5)*

*Catégorie 1 : Les politiques améliorent la capacité des producteurs d'ASDM de commercialiser leur production pour un plus grand profit.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Le cadre juridique permet aux producteurs d'ASDM de s'organiser sous de multiples formes, y compris en tant qu'individus.	Alors que de nombreux mineurs artisanaux peuvent préférer travailler indépendamment ou sous des formes spécifiques d'auto-organisation, il est important que la politique leur permette et facilite la possibilité de réaliser des économies d'échelle et d'autres avantages de l'association, par exemple la possibilité de stocker, d'avoir un agent de commercialisation dédié à eux (ou bien l'accès à des conseils en commercialisation ou en évaluation), etc.	En République centrafricaine, les artisans miniers sont autorisés à demander leur propre permis d'exploitation minière, et une fois qu'ils l'ont acquis, ils sont également autorisés à s'associer à un groupe (d'au moins dix personnes) et demander une licence d'exploitation minière artisanale.
	L'engagement entre les artisans miniers et leurs financeurs par un accord juridiquement contraignant est pratique courante.	Il est plus facile pour les parties de revendiquer leurs droits lorsque les accords sont pris par écrit sous une forme légalement valide.	Des contrats types fournis par le ministère des mines ou ses bureaux régionaux peuvent aider les artisans miniers à formaliser les arrangements financiers.
	Il existe des structures fonctionnelles, comme des associations ou des coopératives, qui permettent aux artisans miniers de mutualiser les ressources et d'atténuer les risques.		
	Les artisans miniers ont reçu une formation et un encadrement sur la commercialisation du diamant artisanal au cours des trois dernières années.	Les formations dispensées en évaluation des diamants, en gestion des affaires, en administration, peuvent habiliter les artisans miniers à mieux s'engager auprès de nouveaux investisseurs, tout en prodiguant des avantages indirects aux autorités fiscales et réglementaires du gouvernement.	Au Nigeria, le gouvernement s'est engagé à fournir aux coopératives minières artisanales des sessions régulières de formation sur la commercialisation, les compétences juridiques et commerciales.
	Les permis miniers ou titres fonciers sont communément acceptés comme garanties comme accéder à la microfinance ou à d'autres formes de finance.	L'accès au financement est un défi récurrent chez les producteurs ASDM. Les titres miniers ou fonciers peuvent être utilisés comme autre forme de garantie pour recevoir un financement et professionnaliser les opérations.	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

#### *Catégorie 2 : Les politiques élargissent l'accès de l'ASM aux acheteurs et aux investisseurs.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les politiques gouvernementales promeuvent les emprunts formels, transparents et responsables de manière à appuyer l'indépendance financière des producteurs d'ASDM et élargir leur accès aux acheteurs.	La dette et la servitude endettée des emprunteurs informels est un problème courant dans le secteur ASDM, dû à l'investissement initial typiquement requis pour les opérations. Un financeur avance généralement l'argent, mais les travailleurs des mines peuvent être vite pris dans un cycle de dettes qui les oblige à vendre leurs diamants en deçà du prix du marché au financeur individuel, ce dernier ayant souvent payé la nourriture et le gîte pendant la période d'exploitation. Cette pratique annule la possibilité des producteurs d'approcher plusieurs acheteurs et d'obtenir un prix compétitif pour les diamants produits. Ce problème est, dans bien des contextes, exacerbé par l'illettrisme des artisans miniers, et mène à des situations prédatrices d'endettement incontournables.	Les exemples incluent des politiques et des mécanismes pour aider les artisans miniers à amortir leurs dettes aussi vite que possible.  Ces politiques peuvent inclure : l'obligation de réguler tous les accords de dette par les autorités bancaires ; le lancement de campagnes de communication sur ce qui constitue un emprunt responsable (et irresponsable) afin d'augmenter la conscience du danger des accords prédateurs ; la fixation de plafonds sur les taux d'intérêt légaux ; la conduite d'études sur d'autres secteurs en vue de transférer les leçons apprises ; l'établissement de limites ou d'une surveillance au « financement lié » (quand l'acheteur est également le prêteur).
	Il existe des options supplémentaires de commercialisation pour les artisans miniers au-delà de la vente directe sur les marchés locaux, telles que les bourses nationales ou régionales (bourses multifonctionnelles à but lucratif ou non lucratif) et / ou des ventes aux enchères d'ASDM.	Le raccourcissement de la chaîne d'intermédiaire par les bourses ou les « centres de négoce » peuvent créer des prix de diamants plus compétitifs pour les producteurs ASDM grâce à un accès élargi aux acheteurs.	Au Sri Lanka, L'Autorité Nationale des bijoux et pierres précieuses organise des enchères sur les chantiers miniers. Une forte proportion d'artisans miniers sont légaux (80%).  Au Ghana, les « exportateurs enregistrés achètent des diamants dans ce qui pourrait être la première bourse du diamant d'Afrique de l'Ouest, à Accra. Les paiements sont

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
			effectués en leur nom par un organisme gouvernemental, en s'appuyant sur des devises que les entreprises ont importées à l'avance. Le système est transparent, compétitif et il évite de nombreux problèmes associés à l'achat informel et qui promeut la sécurité des diamants et des individus, et [fait] une surveillance plus efficace ". En outre, « le modèle ghanéen est particulièrement intéressant car cette bourse a éliminé les transactions en espèces, dans une tentative de lutter contre le blanchiment d'argent, et tous les transferts passent par la banque centrale à l'avance ».
	Des mesures politiques ont été prises pour faciliter la concurrence loyale sur les marchés d'achat locaux et nationaux en ciblant les pratiques commerciales déloyales.	Exemple de politique : création et mise en œuvre de politiques de prévention des situations de monopole ou d'oligopole (cartel) d'achat dans les lieux de commerce de diamants.	
	Le gouvernement engage un processus de diligence raisonnable ou d'examen afin de déterminer si les acheteurs et les investisseurs ont de la crédibilité et de la légitimité avant l'octroi des licences et des permis.	La diligence raisonnable des acheteurs et des investisseurs peut aider à prévenir les éléments peu recommandables qui utilisent les marchés de diamants pour le blanchiment de l'argent.	
	Des efforts ont été faits pour faciliter l'entrée des prêteurs et des investisseurs formels dans le secteur du diamant.	Exemple de politique: introduction de mécanismes qui réduisent les risques financiers pour ceux qui investissent dans le secteur du diamant.	
	La loi actuelle permet aux artisans miniers et / ou aux organisations de producteurs de vendre directement leurs diamants bruts à des acheteurs internationaux.	Des appuis de l'Etat, du secteur privé ou à but non-lucratif peuvent être offerts aux producteurs d'ASDM pour permettre l'accès des détenteurs de belles pierres aux acheteurs internationaux pour des ventes directes.	Au Ghana, l'Etat permet aux acheteurs d'Inde, de Belgique, d'Israël, d'Afrique du sud et d'extrême orient de s'enregistrer et de participer à un marché ouvert dans lequel des prix compétitifs sont offerts pour les diamants.
	Il existe des preuves d'une augmentation du nombre d'artisans miniers vendant des diamants bruts directement aux acheteurs internationaux.		
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 7 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
---------	----------------------------	---------------------------	-------------------

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

## ACTION DE POLITIQUE A6

### OBJECTIF DE POLITIQUE: RENFORCEMENT DE LA FORMALISATION DE L'EXTRACTION MINIERE ARTISANALE

#### ACTION DE POLITIQUE A6 : HABILITER LES ARTISANS MINIERES A TRAVAILLER DIRECTEMENT AVEC LES ACHETEURS ET LES INVESTISSEURS




“Le renforcement de l'accès aux intrants miniers est susceptible d'encourager la formalisation du secteur ASM. Les exploitants miniers artisanaux peuvent bénéficier de la formation nécessaire pour leur permettre de formuler un plan d'exploitation, et louer et entretenir du matériel d'extraction. Cette stratégie s'est révélée efficace pour encourager les mineurs artisanaux à s'inscrire officiellement tout en surmontant les contraintes de capital et en se dotant de compétences professionnelles cruciales.” –

*Déclaration de Washington (A6)*

**Catégorie 1 : Tous les artisans miniers ont un accès transparent et facile à l'équipement minier techniquement efficace à un prix raisonnable.**

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Le gouvernement promeut directement ou indirectement, facilite et /ou subventionne l'accès aux équipements efficaces de l'exploitation minière artisanale.	Avec l'équipement adéquat, les artisans miniers peuvent améliorer leur efficacité et leurs revenus, mais l'accès à un équipement performant et adapté est souvent compromis par les difficultés logistiques de chantiers distants ou par le manque de connaissances sur les outils et les méthodes les plus appropriées. Le gouvernement pourrait avoir un rôle à jouer pour placer les bons outils aux bons endroits par des programmes de promotion, à travers des programmes de sensibilisation en facilitant la circulation de l'équipement, ou en subventionnant le coût de l'équipement dans les zones économiquement pauvres.	<p>Au Ghana, le gouvernement a fait équipe avec les organismes de développement pour mener des campagnes de « location de pompe » et de « location-vente », tout en formant les artisans miniers à l'utilisation de broyeurs à marteau chinois et en pilotant l'utilisation d'équipements miniers alluviaux et de roches dures.</p> <p>En Guyane, l'équipement semi-mécanisé est introduit auprès des structures coopératives par le ministère des mines.</p>
	Les artisans miniers considèrent généralement les intrants en outils de base d'ASDM accessibles et abordables.	<p>Dans la pratique, les artisans miniers de tout statut économique ont-ils accès à un équipement ASDM techniquement efficace ?</p> <p>Si les outils ASDM sont considérés trop chers ou tout simplement s'ils sont inaccessibles, le gouvernement peut jouer un rôle direct ou à travers des intermédiaires pour encourager la distribution d'outils efficaces et abordables. Les politiques peuvent inclure la baisse des taxes d'importation sur les outils ASDM, la création de programmes d'investissement pour la production locale, ou la mise en connexion des fournisseurs locaux d'équipement minier avec les producteurs d'outils abordables au niveau régional ou plus, pour créer des relations commerciales.</p>	En République Centrafricaine, le projet DPDDA a introduit une initiative où des « banques de location de matériel » sont décentralisées et appartiennent aux communautés.
	Les systèmes d'accès à l'équipement sont efficaces, transparents et financièrement viables.	La transparence et la viabilité financière sont ce qui fait la différence entre les nombreuses initiatives pilotes et les politiques	



Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		efficaces de long terme.	
	Les artisans miniers de sexe féminin ont un accès égal à l'équipement d'exploitation minière artisanale que les artisans miniers masculins.	Dans la pratique, les femmes sont souvent empêchées de participer pleinement à l'ASDM à cause de la discrimination, des normes sociales ou d'autres raisons. Dans la pratique, ont-elles les mêmes chances d'accéder à l'équipement minier ?	
	Les négociants de diamants / intermédiaires sont impliqués dans la sensibilisation et / ou l'accès aux intrants.	Il y a plusieurs moyens de faire en sorte que l'équipement et les intrants arrivent dans les mains des artisans miniers. L'un de ces moyens est d'impliquer les financeurs et les intermédiaires, qui financent les opérations ASDM et qui peuvent décider du type d'équipement à acheter, dans les programmes de sensibilisation.	En République centrafricaine, le gouvernement récompense les acheteurs / exportateurs qui offrent une formation aux mineurs.
	Les producteurs d'ASDM ont accès à la formation pour améliorer leurs connaissances géologiques de base, leurs compétences de prospection, et leur capacité d'utiliser les outils de manière sûre et efficace.	La plupart des artisans miniers n'ont aucune formation formelle en géologie. En conséquence, l'effort est inutilement gaspillé et des journées de production sont perdues. Les secteurs public, privé et sans but lucratif ont un rôle potentiel à jouer dans la diffusion de la science pour rendre l'ASDM plus efficace et plus rentable.	Au Nigeria, le gouvernement s'est engagé à donner aux coopératives minières artisanales une formation dans la prospection et l'exploration.
	La disponibilité d'équipement innovant introduit les artisans miniers à de nouvelles techniques minières.	A certains endroits, les artisans miniers peuvent ne pas connaître la diversité de l'équipement qui peut être utilisé dans l'exploitation minière. Les producteurs ASDM peuvent être exposés à de nouvelles et meilleures techniques par la disponibilité croissante des différents outils.	
	L'équipement ASDM disponible est approprié aux caractéristiques géologiques du terrain.	Les gisements peuvent varier considérablement et les ajustements nécessaires peuvent ne pas être bien compris par les artisans miniers. Les programmes publics, privés et sans but lucratif ont un rôle à jouer dans l'éducation des artisans miniers aux méthodes et aux outils les plus efficaces pour un terrain particulier.	Le Ghana a mis en place des programmes de location et de vente de motopompes, de broyeurs à marteaux chinois, et d'équipement minier alluvial et de roches dures.
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 8 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:




**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
---------	----------------------------	---------------------------	-------------------

**Remarques sur les innovations : Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?**

*Catégorie 2 : Tous les artisans miniers ont accès à une formation pour améliorer leurs compétences commerciales à un prix raisonnable*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Des formations en éducation financière de base sont disponibles dans les régions minières.	Dans de nombreux contextes, les producteurs d'ASDM ont très peu d'instruction et leur manque d'éducation financière les rend vulnérables aux escrocs dans les accords de dettes et de commercialisation de diamants. L'amélioration de l'éducation financière – sous forme d'ateliers, de campagnes, de partenariats innovants avec des ONG – peut améliorer leur aptitude à négocier de meilleurs accords d'investissement et de vente et les positionne mieux pour échapper à la pauvreté.	
	Les artisans miniers mâle et femelle ont un accès équitable à ces formations.	Il est important de s'assurer que les femmes participent à ces formations, en particulier parce que les opportunités éducationnelles pour les femmes tendent à être faibles dans les régions d'ASDM.  Des partenariats innovants avec des ONG ou des universités peuvent être considérés.	
	Il existe un curriculum (programme d'éducation formel) pour la gestion commerciale des diamants pour les producteurs d'ASDM.	Les formations en affaires adaptées au secteur ASDM délivrées par l'Etat, ses intermédiaires, l'université, les ONG ou autres pourraient contribuer à la professionnalisation et à la capacité de production à travers le développement de meilleurs systèmes, de contrôles financiers, de systèmes de financement, etc.	
	Les artisans miniers sont raisonnablement capables d'accéder à de meilleurs postes dans la chaîne de valeur du diamant (par exemple, les postes de collecteur ou d'acheteur).	Les creuseurs restent-ils des creuseurs et les transporteurs des transporteurs ? Avec une formation et une opportunité adéquates, les artisans miniers peuvent se qualifier pour occuper des postes plus élevés dans la chaîne de valeur du diamant et améliorer leur situation économique.	
	Généralement, les producteurs d'ASDM ont une connaissance précise de la valeur approximative de leurs diamants.	La commercialisation du diamant est l'une des plus grandes vulnérabilités des producteurs d'ASDM. S'ils ne connaissent pas la valeur approximative de leurs diamants, ils sont extrêmement	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		sensibles aux acheteurs sans scrupules. Les formations en évaluation de diamant peuvent habiliter considérablement les producteurs d'ASDM et réduire l'exploitation des producteurs d'ASDM.	
	Au moins une institution existe qui fournit des cours abordables et de qualité en évaluation du diamant dans les régions ASDM.		Au Botswana, une école de diamants est subventionnée par De Beers et le gouvernement et des cours sur le diamant sont intégrés dans les programmes universitaires.  Un autre type de programme est la mise à disposition d'équipement d'évaluation de diamants. En République Centrafricaine, des cases d'évaluation de diamants bruts ont été établies dans des villages éloignés.
	Les artisans miniers reçoivent des formations de la part des banques, des unions de crédit ou d'autres sur la gestion de l'épargne et du crédit pour améliorer les taux de remboursement et l'accès au capital.	Dans certaines situations, les artisans miniers peuvent avoir besoin d'un appui supplémentaire pour gérer les prêts, du fait du manque d'éducation financière. Lorsqu'ils sont équipés pour repayer leurs dettes, les prêteurs et le secteur dans son ensemble en tirent un avantage direct et la confiance augmente dans les prêts.	Dans les schémas de crédit ASDM, le mélange du crédit avec une épargne existante est une bonne pratique parce que cela donne aux artisans miniers un intérêt personnel supplémentaire à la gestion du risque (contrairement à une perception d'assistanat).
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 7 réponses « oui » est possible  Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge  Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune  Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte	Couleur assignée : _____.	

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

# ANNEXE B: OUTIL NATIONAL D'AUTO-EVALUATION POUR LES ACTIONS DE POLITIQUE B1-B5

## ACTION DE POLITIQUE B1

**OBJECTIF DE POLITIQUE : AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES DANS LES COLLECTIVITES ASM**




**ACTION DE POLITIQUE B1 : SOUTENIR DES MOYENS DE SUBSISTANCE COMPLEMENTAIRES AU SEIN DES COLLECTIVITES ASM.**

« Il est impératif que les participants au PK soulignent l'importance de la diversification des sources de revenus au sein des collectivités ASM. Les participants devraient encourager les collectivités d'extraction minière artisanale à diversifier leurs sources de revenus et à développer des stratégies complémentaires de subsistance ». – *Déclaration de Washington (B1)*

*Catégorie 1 : Les communautés ASM sont encouragées et aidées à diversifier leurs revenus.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Il existe des possibilités attrayantes de renforcement des compétences (par exemple des formations, des cours, des stages, etc.) disponibles dans les régions ASM pour les artisans miniers de sexe masculin et féminin, pour diversifier ou compléter les moyens de subsistance.	Certaines personnes choisissent l'ASDM parce que le secteur paie mieux que d'autres possibilités offertes. D'autres le choisissent à cause de la culture qu'il offre. Cependant, d'autres le choisissent parce qu'ils n'ont tout simplement pas le profil de compétences pour d'autres moyens de subsistance souhaitables. S'il y avait des possibilités de renforcement des compétences disponibles localement, les individus seraient mieux placés pour compléter l'ASDM avec d'autres moyens de subsistance, quitter l'ASDM s'ils le veulent, ou développer d'autres compétences pour travailler avec succès dans d'autres branches non-manuelles du secteur ASDM.	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	L'Etat a une politique de développement rural en place qui augmente la résilience économique et la sécurité alimentaire dans les régions ASM.	<p>Les communautés diamantifères sont souvent vulnérables à de nombreux chocs. Le développement ou la commercialisation agricole peuvent être utilisés pour fournir une sécurité alimentaire aux communautés minières et pour compléter leurs moyens de subsistance en cas de fluctuation des cours du diamant, d'insuffisance de capital/crédit pour financer les activités minières, ou de déclin des gisements diamantifères.</p> <p>Bien qu'il s'agisse davantage d'un souci sous-national, les politiques nationales devraient aider à orienter les investissements et les intrants agricoles dans les régions minières et créer des incitations pour attirer et améliorer la commercialisation agricole (par exemple l'accès aux semences, aux engrais, aux emballages, l'amélioration des routes et de l'infrastructure, etc.)</p>	La Banque Mondiale finance un projet pilote dans le district de Kono du Sierra Leone où les artisans miniers ont travaillé pendant des années mais où les dépôts de diamant déclinent. Le projet, nommé « Une vie après le diamant », est un effort dirigé par les communautés pour diversifier et compléter les revenus des artisans miniers actuels et « retraités ». Des programmes agricoles sont utilisés pour améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire dans cette région.
	Un capital de démarrage est disponible auprès des institutions financières (par exemple les microcrédits) pour les entrepreneurs dans les régions minières pour commencer des entreprises liées à l'extraction minière autres que l'exploitation minière elle-même.	Les entreprises liées à l'exploitation minière peuvent inclure la location d'équipement, la réparation ou l'entretien, la vente au détail de carburant, la cuisson de rations alimentaires, etc.	
	Le capital de démarrage est disponible auprès des institutions financières pour les entrepreneurs dans les régions rurales pour commencer des entreprises qui ne sont pas liées à l'exploitation minière dans les zones d'extraction minière.	Les entreprises non liées à l'exploitation minière diversifieraient davantage l'économie locale, renforceraient la résilience et favoriseraient le développement.	Dans la province du Katanga en RDC, un programme pilote de crédit a été créé pour fournir aux femmes mineurs des fonds et des régimes d'épargne organisés pour démarrer une petite entreprise et quitter le secteur d'ASM.
	Les unions de crédit et les crédits mutuels d'épargne, aussi appelés AVEC (Associations Villageoises d'Epargne et Crédit) sont disponibles dans les régions minières et utilisés par au moins 10% des membres de la chaîne d'approvisionnement.	<p>Les unions de crédit sont typiquement des institutions financières formelles de nature non-lucrative qui offrent des comptes de dépôt, des prêts à bas taux d'intérêt, et qui réinvestissent les profits dans les activités de prêt conformément au but central de l'institution.</p> <p>Les AVEC sont une forme d'organisation d'épargne et d'auto-assistance au niveau du village. Elles sont typiquement autogérées avec l'appui d'une ONG. Les membres de l'AVEC peuvent choisir de prêter une partie de l'argent mutualisé à un membre du groupe pour un achat précis (par exemple un investissement en équipement minier), ou d'utiliser leurs</p>	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		ressources mutualisées comme garantie pour obtenir une source formelle et externe de financement (comme une union de crédit ou une banque de microfinance).  Les unions de crédit et les AVEC sont des sources alternatives potentielles de financement pour les producteurs ASDM hors du système bancaire traditionnel.	
	Les fonds de développement financés par les permis/licences de diamant, les taxes d'exportation ou par d'autres sources sont transférés aux communautés des régions ASDM et orientés vers l'amélioration des activités de subsistance (par exemple l'investissement dans des appuis agricoles).	Les actions de diversification de revenus ne sont pas nécessairement individuelles. Les communautés peuvent construire collectivement leur résilience économique (et empêcher les chocs économiques et les dénuements) à travers une bonne coordination et des investissements complémentaires.  Les programmes de développement financés par les revenus du diamant sont des bons exemples d'investissement d'une ressource épuisable dans une économie plus durable.	Ainsi, le Fonds de développement communautaire des zones diamantifères du Sierra Leone a été créé pour garantir que les communautés bénéficient des revenus de l'exploitation minière.
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte		

**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**




**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

*Catégorie 2 : Les politiques aident les artisans miniers à développer des stratégies complémentaires de subsistance.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les puits d'extraction minière artisanale de diamants sont généralement convertis en d'autres utilisations économiques comme des étangs piscicoles et des jardins maraîchers une fois qu'ils sont épuisés.	La Déclaration de Washington stipule que «ce type d'activité fonctionnerait pour compléter les revenus et utiliser les terres qui auraient autrement été abandonnés » (ou qui seraient économiquement moins valables sans des efforts de	En République centrafricaine, les artisans miniers ont mis plus de 650 chantiers épuisés en usage agricole en deux ans.  Au Sierra Leone, la Fondation pour la sécurité environnementale et le

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		<p>réhabilitation appropriés).</p> <p>Les bonnes pratiques incluent la mise en place d'un processus localement accepté de sélection des chantiers prêts pour la réhabilitation sur la base de la confirmation géologique que le gisement est épuisé. Le processus sert à confirmer que les artisans miniers locaux et la communauté le savent également. Sinon, les artisans miniers pourraient exploiter de nouveau des puits abandonnés depuis des années même s'ils ont été réhabilités.</p>	<p>développement durable (FESS) a facilité la réhabilitation des terres excavées par les communautés de Kono et Kenema. Le terrain a été transformé en jardins potagers qui ont servi de terrains d'entraînement pour l'introduction de méthodes agricoles et de variétés de cultures qui permettent d'améliorer les rendements et à renforcer la sécurité alimentaire locale.</p>
	<p>Des services gratuits ou abordables d'appui en formation ou en équipement sont disponibles dans les régions minières pour appuyer les meilleures pratiques dans la réhabilitation environnementale.</p>	<p>Sans les supports corrects, la restauration adéquate de l'environnement n'est pas susceptible de se produire dans la pratique. Il est important qu'ils soient disponibles dans les régions minières, mais aussi qu'ils soient abordables pour refléter les réalités économiques des communautés minières et encourager l'auto-apprentissage et la pratique active.</p>	
	<p>Les sous-produits de l'exploitation du diamant sont commercialisés autant que possible.</p>	<p>Les dépôts alluvionnaires peuvent se trouver près d'autres minéraux précieux qui ont une valeur locale ou internationale mais dont la valeur n'est pas connue localement. Ainsi, il est fréquent que les diamants soient localisés près de gisements aurifères. La destruction des arbres et de la végétation pendant les phases de dégagement du site pourraient aussi être utilisée pour le charbon, le bois de chauffe ou le compost.</p>	<p>Parfois, le <i>bort</i> (éclats de diamant de piètre qualité) n'est pas encouragé par les autorités exportatrices de crainte de diminuer le prix moyen par carat du pays (dans les statistiques nationales de qualité) ; cependant, cela ne veut pas dire que son exploitation et sa vente ne devraient pas être encouragées. Du fait de son utilisation industrielle, le <i>bort</i> peut être une bonne source alternative de revenu pour les artisans miniers.</p>
	<p>Des programmes alternatifs de subsistance sont disponibles dans les zones minières pour les enfants vulnérables et les enfants artisans miniers.</p>	<p>Certains rôles dans le processus d'extraction et de traitement peuvent être classifiés comme les pires formes de travail des enfants. Les réponses doivent être basées sur la reconnaissance qu'il peut y avoir différents « types » de travail des enfants sur un site (par exemple, lorsqu'un enfant travaille dans un groupe familial, lorsqu'un enfant est orphelin et responsable de lui-même ou responsable de ses frères et sœurs, lorsque l'enfant est scolarisé qu'il travaille sur le site pour un revenu supplémentaire, etc.)</p>	<p>En RDC, l'organisation Pact prépare des recommandations sur la façon de répondre efficacement aux différentes situations pour lesquelles un enfant peut travailler sur un chantier minier.</p> <p>En RDC, le Projet Tukudimuna de Travail des Enfants, dirigé par DDI et construit sur la base du projet de l'OIT « Les mineurs hors des mines » aide 700 enfants artisans miniers de 14 à 17 ans dans leur transition en dehors du secteur et vers une haute éducation.</p>
	<p>Les programmes de subsistance complémentaires se concentrent sur les opportunités pour les</p>	<p>Les rôles des femmes sur les chantiers miniers sont souvent négligés parce qu'elles ne peuvent</p>	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	femmes et les hommes de façon égale.	effectuer le creusement physique, ni creuser en petits groupes sur des sites différents. En outre, parce qu'elles ne sont souvent pas perçues comme un risque de conflit de la même manière que les jeunes hommes, les programmes de subsistance peuvent ne pas les impliquer dans des initiatives dites « de sécurité ». Pour ces raisons et bien d'autres, il est important que les femmes soient autorisées et invitées à participer équitablement à des programmes de subsistance complémentaires dans le secteur minier.	
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		

**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?



## ACTION DE POLITIQUE B2

### OBJECTIF DE POLITIQUE : AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES DANS LES COLLECTIVITES ASM

#### ACTION DE POLITIQUE B2 : FONDS DE ROULEMENT ET ORGANISATION.

« Le secteur de l'extraction minière artisanale souffre d'une forte désorganisation et de conflits sociaux, plaçant les mineurs à la merci de nombre d'influences extérieures négatives. Nous encourageons le déploiement d'efforts en vue d'identifier de nouvelles formes d'organisation et de fournir aux mineurs les fonds de roulement dont ils ont besoin. Les microfinancements ont besoin d'être envisagés. Mais pour que ce type d'initiatives prenne pied, les organisations de développement ayant une expérience du terrain doivent s'impliquer dans le secteur, d'une manière qui soit conforme aux objectifs du processus de Kimberley ». – *Déclaration de Washington (B2)*

#### *Catégorie 1 : Multiplier les opportunités pour de nouvelles formes d'organisation et de fonds de roulement*

##### *Catégorie secondaire 1.1 : Faciliter le cadre légal pour l'auto-organisation.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les artisans miniers sont légalement autorisés à s'organiser en groupes comme des coopératives, des associations, des entreprises, et d'autres formes d'auto-organisation.	La décision des travailleurs des mines de s'auto-organiser en coopératives ou d'autres formes d'auto-organisation provient de multiples facteurs. S'ils choisissent de s'auto-organiser en tant que tel, il est important que le cadre juridique leur permette de maintenir leur indépendance et leur offre une flexibilité d'innovation, au-delà du modèle standard de « coopérative ». Les coopératives de l'ASDM fonctionnent dans certains cas, mais ne sont pas une solution passe-partout pour les artisans miniers du monde entier. Par conséquent, il est important de prendre en compte d'autres possibilités d'arrangements qui conviennent aux artisans miniers ASDM dans le cadre de leur secteur national ou régional spécifique.	Dans le cas de la Peace Diamond Alliance du Sierra Leone, de nombreux producteurs artisanaux participant au programme coopératif estiment que les structures leur ont été imposées par des acteurs externes sans qu'ils aient eu leur mot à dire en la matière. Il est important que la conception de structures organisationnelles alternatives, qu'elles quelles soient, ait une profonde considération de la dynamique réelle et des modes d'organisation existant dans la chaîne d'approvisionnement de l'exploitation minière artisanale du diamant.
	L'État a pris des mesures pour analyser comment les artisans miniers, les titulaires de licence et les commerçants s'organisent dans les sphères formelle et informelle.	Pour que les efforts de formalisation soient efficaces, les régulateurs devraient s'efforcer de garder intactes les « structures de pouvoir et d'organisation » existantes des chaînes d'approvisionnement artisanales dans la mesure où elles sont compatibles avec le Processus de Kimberley. Cela aide les artisans miniers du diamant à se formaliser sans avoir à changer les aspects rentables de leurs formes actuelles de la production et de	Il y a généralement plusieurs façons pour la chaîne d'approvisionnement artisanale de s'organiser elle-même. L'analyse des structures actuelles permet aux décideurs de déterminer quels types d'organisation sont répandues, pourquoi les opérateurs s'organisent de cette manière, et dans quelle mesure ils soutiennent efficacement l'affirmation des droits, la commercialisation, l'accès au financement et aux intrants pour les artisans, etc.

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		commerce.	
	Les formes d'organisation autorisées par la loi sont basées sur les types d'organisation communément pratiquées par les artisans miniers.	Dans le secteur ASM en général, l'expérience montre que les formes imposées de l'organisation du travail fonctionnent rarement. Au lieu de cela, les décideurs devraient étudier les formes actuelles d'auto-organisation dans les domaines formel et informel et accommoder la loi aux structures existantes autant que possible.	
	Des mécanismes ou initiatives sont en place dans les régions minières pour soutenir l'unité et la résilience parmi les artisans miniers.	Par exemple, y a-t-il des syndicats ou d'autres formes d'organisation d'aide sociale? Y a-t-il des moyens de renforcer la camaraderie communautaire ?	
	L'Etat conduit un processus de diligence raisonnable pour évaluer l'authenticité des coopératives.	<p>L'Alliance Coopérative Internationale définit une coopérative comme « une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs via une entreprise en copropriété et contrôlée démocratiquement ».</p> <p>L'authenticité des producteurs de minerais peut être jugée en fonction de la production et/ou du commerce du minerai. Si l'on trouve que l'objectif primaire d'une coopérative (sur papier et en pratique) n'est pas de générer un profit de la production minérale, alors son authenticité peut être mise en question. Par exemple, à certains endroits, il est évident que les trafiquants de drogue utilisent les activités minières pour blanchir leur argent parce que leurs revenus soudains peuvent être expliqués par la découverte de « nouveaux gisements ». Dans de telles situations de fraude, des actions doivent être entreprises pour annuler les licences des coopératives servant d'écran à des activités illégales (blanchiment d'argent, commercialisation illégale d'animaux protégés, etc.)</p>	
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1, assignez une couleur rouge		

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	Si le nombre de réponses « oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:




**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

#### *Catégorie secondaire 1.2 : Disponibilité et cadre juridique pour de nouvelles formes de fonds de roulement.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Le crédit est disponible pour les artisans miniers dans les régions minières et provenant de plus d'une source formelle dans le but d'investir dans une licence ASM ou d'accroître la production. .	En général, moins il y a de pourvoyeurs disponibles de crédit, plus mauvais sont les termes pour la personne qui demande le crédit. Cela peut aboutir à des taux d'intérêt exorbitants ou – souvent dans le secteur ASDM – des situations où le détenteur de la licence ASDM ou un artisan minier est tenu de vendre ses diamants au créancier pour une moindre valeur parce que telle était la condition du crédit. Avec plus de sources disponibles de crédit, tant que ces sources ne commencent pas à s'entendre, de meilleures conditions s'ouvrent pour la personne qui cherche le crédit.	En RDC, l'organisation non-gouvernementale PACT met en œuvre un projet appelé WORTH qui fournit des micro-prêts, des formations commerciales et la location d'équipement aux orpailleurs du nord de l'Ituri. Le système est basé sur le modèle Grameen.
	Le crédit est également à la disposition des artisans miniers de sexe masculin et féminin.	Dans certains contextes, les femmes ne sont pas autorisées à obtenir des prêts en raison de restrictions légales ou en raison de la discrimination. Cela peut empêcher la mobilité économique et la pleine participation des femmes chefs d'entreprise dans le secteur ASDM.	Au Zimbabwe, avant 2006, le gouvernement a fourni des petits prêts aux artisans miniers, en particulier les femmes, à travers un fonds appelé Fonds d'emprunt de l'industrie minière (MILF). Le Fonds a également aidé les artisans et les ouvriers en leur fournissant des conseils techniques en géologie, en prospection, en ingénierie minière, etc. Le programme a fermé lorsque le gouvernement a manqué de fonds, mais les artisans se plaignaient aussi qu'ils n'avaient pas reçu les fonds dans les temps et que beaucoup de leurs demandes de financement avaient été rejetées.
	Le gouvernement a pris des mesures pour encourager la concurrence accrue dans l'achat de diamants et la provision de crédit d'ASDM.	Quand il n'y a que peu d'acheteurs ou de fournisseurs de crédit, un comportement oligopolistique peut se produire qui réduit l'offre	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		globale de crédit, la flexibilité des conditions et qui affecte les taux d'intérêt. L'augmentation du nombre de prestataires de crédit peut accroître la concurrence et le montant du fonds de roulement disponible.	
	Les organisations de microfinance et d'autres organisations officielles de crédit prennent leurs décisions de prêt sur la base d'une bonne connaissance des opportunités et des risques du secteur ASDM.	Pour que les systèmes de crédit fonctionnent, les créanciers doivent avoir une connaissance des réalités et des potentialités commerciales, des modes culturels du fonctionnement du secteur, des potentiels géologiques et de production, des méthodes d'extraction et des structures de coûts. Les organisations de crédit, individuellement ou en groupe, peuvent conduire des évaluations indépendantes des risques et des opportunités commerciales de l'ASDM. Le gouvernement peut jouer un rôle dans l'éducation des banques sur les particularités nationales du secteur ASDM pour que les créditeurs formels modifient leurs politiques de prêt et les mettent à disposition des artisans miniers.	
	Le cadre juridique du pays permet l'utilisation de titres fonciers ou miniers formels pour être utilisés comme garantie de crédit.		
	Le crédit formel est disponible pour les acheteurs et les commerçants pour opérer dans le secteur ASM.	Ce ne sont pas seulement les artisans miniers qui ont besoin de crédit pour améliorer leur compétitivité dans le secteur. Les acheteurs ou les commerçants peuvent également faire face à des difficultés d'emprunt en raison de la réticence des prêteurs à opérer dans une région minière ou dans le secteur de l'exploitation minière artisanale en général.	
	Le cadre juridique autorise les prêts non-traditionnels responsables et permet l'innovation dans les systèmes de prêt dans le secteur ASM.	Ainsi, les associations villageoises d'épargne et crédit sont une forme de prêt non-traditionnel. Dans ces organisations d'auto-assistance, les membres mettent en commun leurs ressources pour des achats (investissement en équipement minier, par exemple) ou les utilisent comme garantie pour un emprunt formel externe (auprès d'une union de crédit ou une banque de microfinance). Une autre option non-traditionnelle est l'union de crédit qui réinvestit ses profits dans sa mission fondamentale, en augmentant le montant de l'argent disponible	En Tanzanie, certains artisans miniers ont formé leurs propres coopératives qui se sont ensuite réunies pour former les Sociétés Coopératives d'Épargne et de Crédit (SACCOS). L'une de ces SACCOS, appelée Tupendane, a pu lever des milliers de dollars en vendant des parts de la coopérative. Ils ont utilisé ces fonds pour prêter aux membres (à qui des intérêts ont été facturés) et, finalement, ils ont réussi à construire un bureau. Ceci est un exemple d'artisans miniers qui conçoivent leur propre régime qui fonctionne

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		pour les prêts.	pour leur secteur, au lieu de risquer un échec en essayant de suivre les nombreuses restrictions et directives des grandes banques commerciales.
	Les acheteurs internationaux ont la possibilité d'investir dans un ou plusieurs groupes d'artisans miniers organisés (par exemple, une forme reconnue de coopérative ou autre organisation officielle d'ASDM) de façon juste et transparente.	Une façon d'augmenter le montant du financement et de la croissance dans le secteur de l'ASDM d'un pays est de permettre aux acheteurs internationaux et d'autres étrangers à investir de façon équitable, compétitive et transparente avec les acheteurs et les investisseurs nationaux. Plus il y a de sources de financement disponibles pour les producteurs d'ASDM, meilleures seront les conditions du crédit et les opportunités de croissance et de professionnalisation.	
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 8 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

*Catégorie 2 : Le secteur du développement est de plus en plus impliqué dans l'ASM.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Lorsque les organisations ou agences de développement travaillent dans les régions minières, elles travaillent notamment sur les problèmes liés à l'exploitation minière.	Par exemple, les programmes ciblent les problèmes d'exploitation ou de gestion des externalités de l'ASM et non sur les problèmes généraux qui ne ciblent pas la communauté minière.	Au Brésil et au Sierra Leone, l'Initiative Diamant et Développement a fourni une formation professionnelle en matière de santé, de sécurité et de bien-être aux artisans miniers du diamant.  Dans le secteur ASM de l'Ouganda, le projet de Gestion Durable des Ressources Minérales (SMMRP) financé par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Développement nordique et le gouvernement de l'Ouganda s'est concentré sur cinq composantes, y compris la sensibilisation sur la santé et la sécurité dans les chantiers artisanaux.
	Les organisations ou agences de développement travaillent sur les problèmes de santé liés à l'ASM, tels que le paludisme élevé et l'incidence des MST, l'abus de drogue ou d'alcool, la nutrition, la santé et sécurité au travail, etc.	En vertu de sa force de travail physique intense, les méthodes ASM d'extraction (y compris l'utilisation de l'eau), occasionnent de nombreux soucis spécifiques de santé. Le déploiement de spécialistes de santé publique et des programmes d'éducation en matière de santé pourrait améliorer les conditions sociales et sanitaires dans les communautés ASM.	
	Les organisations de développement travaillent avec les communautés minières pour améliorer les possibilités de développement économique.	L'ASDM est une opportunité potentielle de développement pour les communautés rurales en raison de l'afflux de liquidités et de la production active dans ces zones. Les économies rurales pourraient bénéficier d'appuis stratégiques des organisations du secteur du développement.	Grâce à son Programme de gestion intégrée des diamants en Sierra Leone et le programme sur les Droits de propriété développement du diamant artisanal en RCA et au Libéria, l'USAID a un antécédent de programmes de développement économique visant à améliorer le potentiel de développement économique de l'ASDM et à diminuer la vulnérabilité des creuseurs de diamants.
	Les organisations ou agences de développement travaillent à la fois avec les artisans miniers de sexe masculin et féminin dans les régions minières.		
	Les organisations ou agences de développement aident les communautés à protéger le bien-être des enfants dans les régions minières et à promouvoir l'éducation universelle.	Il existe une variété de raisons pour lesquelles les enfants peuvent travailler sur une mine artisanale ou à petite échelle. Réussir à les sortir des chantiers est un défi pratique important qui pourrait bénéficier de l'expertise en	Au Sierra Leone, Street Kids International a interrogé des artisans miniers du diamant mineurs et a formulé des recommandations sur la façon dont ils peuvent quitter le secteur d'ASDM pour un emploi

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		protection sociale du secteur du développement et un véritable partenariat avec les communautés.	qui leur permette de gagner un revenu. Ce projet a été exécuté de 2009 à 2010.
	Les organisations ou agences de développement travaillent à protéger les droits des groupes touchés par l'exploitation minière, tels que ceux qui vivent en aval des sites miniers ou ceux qui, au sein de la communauté, qui pourraient être affectés négativement par l'exploitation minière (par exemple, les agriculteurs non-miniers).	Il est important de rendre l'ASDM meilleur pour les artisans miniers, mais aussi pour ceux qui consciemment ou inconsciemment en sont affectés. Par exemple, il pourrait s'agir de groupes autochtones qui vivent en aval dont la rivière a été contaminée ou asséchée par l'ASDM.	En Guinée, le gouvernement, la société civile et le Service géologique américain (USGS) ont piloté un programme où la société civile et le gouvernement collaborent pour surveiller ensemble les activités du secteur des ressources naturelles.
	Le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ou tout autre programme stratégique national de développement mentionne spécifiquement le développement du secteur ASM comme un de ses objectifs.	L'inclusion de l'ASM dans le DSRP peut mobiliser l'appui coordonné humain et financier des bailleurs.	
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 7 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

## ACTION DE POLITIQUE B3

### OBJECTIF DE POLITIQUE : AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES DANS LES COLLECTIVITES ASM

#### ACTION DE POLITIQUE B3 : ATTENUER LES DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX.

« Il est important de prendre en considération les ramifications environnementales de l'extraction minière artisanale. Les participants sont encouragés à promouvoir les meilleures pratiques en matière de gestion de l'environnement et de la remise en état des sites d'extraction artisanale et à petite échelle aussi bien qu'apporter leur soutien aux mineurs artisanaux dans les programmes d'atténuation et de réparation des dommages à l'environnement pendant et après la fermeture de mines conformément aux législations nationales. » - *Déclaration de Washington (B3)*

**Catégorie 1 : Appuyer les artisans miniers avec des programmes d'atténuation et de restauration environnementale pendant l'exploitation et après la fermeture de la mine.**

**Catégorie secondaire 1.1 : Le cadre juridique favorise la réhabilitation environnementale de l'ASDM.**

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Un cadre juridique et réglementaire basé sur une évaluation rigoureuse de l'impact a été mis en place pour les exigences environnementales du secteur de l'ASDM.	Souvent, les gouvernements ont une réglementation environnementale sophistiquée pour l'industrie minière qui encadre l'ASM. Toutefois, les impacts spécifiques du secteur ASM sur l'environnement doivent être adressés différemment au vu des différences de savoir, de capacité humaine et de profits. L'évaluation d'impact exhaustive est nécessaire pour légiférer et proposer des solutions réalistes et utiles.	
	Les exigences environnementales requises des producteurs ASDM sont adaptées au niveau économique et d'éducation des travailleurs des chantiers.		
	La performance environnementale fait partie des critères pour le renouvellement d'une licence ASM.	Pour inciter à la restauration environnementale, celle-ci doit faire partie du processus de renouvellement. Sinon, la restauration ou la réhabilitation pourrait ne pas être entreprise.	
	Un fonds de réhabilitation environnementale a été mis en place et est utilisé activement pour financer la réhabilitation environnementale.		Par exemple, en Angola et au Sierra Leone, des fonds de réhabilitation environnementale ont été établis. Au Sierra Leone, les fonds proviennent d'une taxe prélevée sur les titulaires de licences ASDM. En Angola, d'une taxe prélevée sur les compagnies minières.
	L'Etat prend des mesures actives pour créer et protéger les aires protégées dans les zones de haute biodiversité pour empêcher l'empiètement de l'ASM et la dégradation environnementale.		Au Gabon, le gouvernement a répondu au problème de l'ASM dans les aires protégées et a dialogué avec des organisations de conservation sur la manière de protéger les parcs nationaux et sur les innovations pour approcher le problème.
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1,		



Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	assignez une couleur rouge		
	Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	Si le nombre de réponses « oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

#### *Catégorie secondaire 1.2 : Les agences gouvernementales promeuvent et appliquent la réhabilitation environnementale de l'ASDM.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les agents de surveillance des mines (ou d'application des mines) reçoivent une formation environnementale afin d'assurer l'application efficace des lois environnementales ou rééduquer les mineurs au besoin.	Pour que les agents de surveillance des soient efficaces, ils doivent être formés en matière de protocoles environnementaux qu'ils sont chargés de faire respecter. Une fois en possession de ces informations, ils seront des enseignants beaucoup plus puissants et des responsables de l'application des obligations des producteurs d'ASDM.	
	Des programmes gratuits ou à très faible coût de formation environnementale ou des services d'appui sont disponibles dans les régions ASM, qui couvrent des sujets tels que la réhabilitation de l'environnement et la conversion des terres.	Compte tenu des réalités économiques de la plupart des artisans miniers, l'éducation environnementale doit être à faible coût ou gratuite pour que les producteurs puissent y assister.  Idéalement, la formation environnementale ou les instructions sur les pratiques responsables devraient être prodiguées avant le début des activités minières.	
	Un programme gouvernemental de surveillance est en place pour identifier les défis courants de la gestion effective des risques environnementaux et pour l'innovation dans les mesures correctives et d'amélioration continue.	Les défis de la gestion effective des risques environnementaux diffèrent selon les types démographiques et sociaux d'artisans miniers. Ainsi, des groupes vulnérables comme les femmes ou les minorités ethniques peuvent avoir des options et des opportunités différentes que les hommes ou un groupe ethnique homogène pour gérer un risque.	
	Les artisans miniers et leurs communautés sont informés des aires protégées et des possibilités et interdits les concernant.	Parfois, les zones protégées existent légalement mais les habitants de la région ou les artisans miniers ne savent rien à leur sujet parce que l'aire protégée n'est pas gérée activement. Pour	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		que les producteurs d'ASDM restent en dehors des aires protégées, il faut d'abord qu'ils sachent qu'elles existent et quelles sont les règles.	
	Les zones protégées sont régulièrement surveillées et contrôlées afin de s'assurer que la législation environnementale est respectée.	Si une aire protégée n'a pas de patrouilles régulières de gardes forestiers, il est peu probable que les producteurs artisanaux restent en dehors des limites, surtout s'il y a des gisements connus dans la région. Les patrouilles et la surveillance régulière sont des minimums nécessaires.	
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:




**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

### *Catégorie 2 : Promouvoir les meilleures pratiques en gestion de l'environnement.*

*Catégorie secondaire 2.1 : Les acteurs de l'ASDM exploitent la mine d'une manière soucieuse de l'environnement.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Il est courant pour les artisans miniers de ne pas déverser directement les résidus dans les plans d'eau et, à l'inverse, d'avoir des systèmes pour minimiser l'évacuation des déchets et des sédiments dans les systèmes hydrologiques.	La pollution des cours d'eau par les matières de déchets miniers peut dévaster les écosystèmes aquatiques ainsi que la qualité de l'eau pour les communautés situées en aval.	
	Les artisans miniers de diamants ne font pas d'exploitation minière dans les aires protégées où il serait illégal de le faire.		
	Seuls les producteurs licenciés et contrôlés d'ASDM draguent les lits des rivières ou des cours d'eau.	Le dragage des lits de rivière peut avoir des conséquences désastreuses pour les écosystèmes fluviaux et pour la qualité de l'eau et la disponibilité de poissons en aval. Il doit être surveillé et régulé étroitement.	
	Les travailleurs des mines		Selon DDI, l'environnement peut

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	nettoient leurs chantiers des débris de papier, de plastique, de métal et de tout outil mis au rebut au moins une fois par semaine.		être protégé, même par de petites mesures. Dans ses sites pilotes au Sierra Leone, les artisans miniers doivent le faire tous les jours dans le cadre du respect des normes de l'Initiative Diamant et Développement.
	La preuve existe qu'au moins 25% des propriétaires ASM entreprennent une réhabilitation environnementale.	Cela indique si la réhabilitation est fréquente ou sporadique.	
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 5 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-1, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 2-3, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 4 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

*Catégorie secondaire 2.2 : L'ASDM réalise les meilleures pratiques en gestion de l'environnement avec l'aide du gouvernement, de la société civile, des marchés privés et des réseaux d'apprentissage de l'ASDM.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Le gouvernement a établi des partenariats locaux avec les organisations d'appui d'ASM pour encourager l'exploitation minière efficace, sûre et / ou « verte ».	Les organisations nationales et internationales d'assistance à l'ASM existent en Asie, en Amérique latine et en Afrique, afin de favoriser l'exploitation minière efficace, sûre et responsable d'une variété de minéraux et de matériaux. Les firmes d'ingénierie minière dans le pays peuvent également être consultées pour renforcer les capacités sur place.	Dans le secteur artisanal du diamant, l'Initiative Diamant et Développement (DDI) est l'organisme d'appui le plus connu en ASM. DDI travaille au Brésil, au Sierra Leone et en RDC.  Au Sierra Leone, la firme locale de consultation CEMMATS a été recrutée pour concevoir les directives « SMARTER » (Exploitation minière durable par les artisans miniers) pour atténuer la dégradation de l'environnement et les déchets de l'ASDM. La société a développé un module de formation dispensée aux coopératives d'ASDM qui couvrent les nouvelles approches de prospection, les méthodes artisanales pour comprendre le potentiel d'un site et pour restaurer le site une fois que l'exploitation minière a cessé. Ils ont également formé des artisans

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
			miniers en matière de sécurité au travail. Le programme pilote a été accueilli avec grand intérêt par les artisans miniers de la région.
	Un mécanisme de régulation est en place pour encourager la pleine restauration des zones épuisées.	Par exemple, il y a-t-il une exigence de le faire pour le renouvellement de la licence d'ASDM, ou il y a-t-il un système d'avantage pour les producteurs d'ASDM qui s'y conforment ?	
	Les gouvernements offrent des solutions créatives (technologiques ou autres) pour inciter les artisans miniers à réhabiliter les chantiers tout en faisant plus de profits.	Par exemple, y a-t-il des programmes de croissance de productivité qui cherchent à maximiser les rendements sur chaque tonne de terre déplacée, de manière à ralentir le rythme d'expansion du chantier ?	Au Brésil et en Guyane, les gouvernements offrent des solutions technologiques pour les artisans miniers, de sorte que la mécanisation est mieux appliquée et plus réalisable.
	Des programmes gouvernementaux, à but non lucratif, ou guidés par le marché sont disponibles pour inciter les artisans miniers aux bonnes pratiques environnementales et à l'amélioration continue.		En Colombie et en Bolivie, les programmes d'or de Fairmined et Fairtrade utilisent les forces du marché pour offrir des récompenses financières au maintien de normes élevées en matière de gestion et de réhabilitation de l'environnement. Les programmes de minéraux de Fairmined sont actuellement mis au point en Afrique de l'ouest avec les producteurs d'ASM.
	Des programmes d'échanges transrégionaux et transfrontaliers sont en place pour faciliter l'échange des meilleures pratiques et de l'apprentissage dans le secteur ASDM.	Ces programmes pourraient inclure des échanges axés sur la surveillance de l'environnement, sur la transformation des puits des mines en terres agricoles pour les cultures commerciales.	
	Les régions ASDM sont placées dans les listes de financement prioritaire de développement environnemental.	Cela pourrait augmenter et diversifier l'assistance bilatérale dans le secteur.	
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 6 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-4, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 5 ou plus, assignez une couleur verte		

#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

## ACTION DE POLITIQUE B4




### OBJECTIF DE POLITIQUE : AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES DANS LES COLLECTIVITES ASM

#### ACTION DE POLITIQUE B4 : HARMONISER LES CADRES JURIDIQUES.

« Les ministères des eaux et forêts, des mines et de l'agriculture, les agences des parcs nationaux et les commissions d'aménagement du territoire ont tous des secteurs de compétence concernant l'ASM. Ce nonobstant, le manque de coordination entre ces secteurs se traduit par des politiques souvent contradictoires, ou qui travaillent à contre-courant. Les participants sont encouragés à harmoniser les législations, codes et réglementations des secteurs pertinents afin d'assurer une gestion coordonnée du secteur ASM et de veiller à ce que l'extraction minière artisanale ne continue pas à disparaître dans des échappatoires législatives. » – *Déclaration de Washington (B4)*

#### *Catégorie 1 : Harmoniser les lois, règlements et codes nationaux pour réduire les contradictions concernant les activités d'ASM.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les comités parlementaires pertinents sont impliqués dans la révision et l'harmonisation des lois et règlements miniers.	Par exemple, les comités sur la santé, l'agriculture, le travail, etc. sont-ils impliqués dans l'élaboration des lois et des règlements miniers pour assurer l'harmonisation?	
	Un mécanisme exécutif de coordination comme une agence interministérielle existe pour examiner et harmoniser la loi sur l'exploitation minière, ses règlements/décrets, et leur application dans la pratique.	Pour promouvoir la coordination de la réglementation et de l'application, il est recommandé qu'un comité exécutif de coordination coordonne l'action sur les questions minières entre les unités appropriées du gouvernement.	
	La gamme complète des responsabilités des artisans miniers du diamant est clairement indiquée en termes non-contradictoires avec la délivrance du permis d'exploitation minière d'ASDM.	Cela permet de tester si une harmonisation est effective dans la pratique ou s'il faut travailler davantage sur cet aspect.	
	Le respect de l'ensemble des responsabilités de la licence ASDM fait partie de la demande de renouvellement de l'exploitation minière.	Cet indicateur permet de savoir si un contrôle harmonisé est réel entre les ministères concernés et, finalement, si l'ensemble complet des responsabilités d'un titulaire de licence est considéré dans la pratique.	
	Tous les organismes gouvernementaux nationaux et sous-nationaux (régionaux) compétents se coordonnent les uns avec les autres dans l'application de la loi minière.	Par exemple, les autorités minières et environnementales se coordonnent avant de délivrer des permis ASM ou de définir des zones ASM ; de la même façon, les autorités minières et foncières se coordonnent sur les permis agricoles, forestiers et résidentiels.	
	Les taxes à l'exportation sont harmonisées avec les pratiques dans les pays voisins pour réduire l'incidence de la contrebande transfrontalière.	La divergence des taxes à l'exportation entre les pays voisins est un facteur bien connu de la contrebande transfrontalière. L'harmonisation des taxes à l'exportation peut réduire la contrebande régionale parce que le bénéfice supplémentaire disparaît.	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		La façon par laquelle les pays voisins évaluent les diamants peut également être un facteur de contrebande transfrontalière. L'évaluation des diamants détermine souvent la taxe d'exportation prélevée. S'il existe une différence matérielle notable dans les procédures d'évaluation, les contrebandiers chercheront des opportunités pour payer la taxe la plus faible.	
	Le gouvernement se coordonne avec les pays voisins sur les questions d'application de la loi.	Par exemple, les polices et les douanes se coordonnent régulièrement en ce qui concerne les réseaux internationaux de contrebande, le blanchiment d'argent, les procédures judiciaires, etc.	
	Une autorité gouvernementale a reçu un mandat clair afin d'identifier et de réduire l'exploitation minière illégale.	Dans la pratique, il y a souvent une confusion sur l'autorité du gouvernement chargée d'identifier et de restreindre l'exploitation minière illégale. En conséquence, il peut y avoir des situations où l'exploitation minière légale est surveillée, mais l'exploitation minière illégale ne l'est pas.	
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 8 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		




#### REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

*Catégorie 2 : Des procédures efficaces de coordination sont établies entre les ministères et les organismes gouvernementaux en matière de gestion du secteur ASDM.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Les moniteurs régionaux des mines artisanales et les responsables régionaux des ministères concernés se rencontrent régulièrement (au moins deux fois par an) afin de discuter et d'agir sur les questions de conformité d'ASM au niveau régional.	This promotes coordination on cross-ministerial issues and implementation challenges. Ceci encourage la coordination sur les problèmes interministériels et les défis de mise en œuvre.	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Le gouvernement national se coordonne efficacement avec les collectivités locales et régionales sur les problèmes de fiscalité, de licences et de contrôle.	Dans la pratique, il y a souvent des problèmes de coordination entre les politiques et les plans du gouvernement au niveau national et ceux de l'administration régionale. L'harmonisation de la fiscalité, des licences et des procédures de contrôle est nécessaire pour assurer une communication claire avec les producteurs ASDM et les participants de la chaîne d'approvisionnement et pour une application coordonnée de la loi.	
	Les producteurs ADSM sont représentés lors des discussions de politique et de coordination et d'autres consultations publiques par une organisation élue démocratiquement par les artisans miniers.	Pour que toute mesure législative ou exécutive fonctionne sur le long terme, ceux qu'elle vise à réglementer doivent être impliqués dans la formation des règles et des politiques pour garantir le caractère pratique et l'appropriation de la loi.	
	Les agences gouvernementales en charge de l'eau, de l'environnement et des forêts se coordonnent efficacement avec le ministère des mines sur la mise en œuvre et le contrôle des activités ASDM.	Cela permet la coordination et la communication entre les autorités environnementales et minières.	
	Les agences gouvernementales en charge de l'agriculture et la gestion foncière se coordonnent efficacement avec le ministère des mines sur la mise en œuvre et le contrôle des activités ASDM.	Cela permet la coordination et la communication entre les autorités agricoles et minières. L'exploitation minière peut avoir des conséquences dramatiques sur les autres moyens de subsistance et doit donc être gérée.	
	Les agences gouvernementales en charge du travail, du commerce et des petites entreprises se coordonnent efficacement avec le ministère des mines sur la mise en œuvre et le contrôle des activités ASDM.	Cela permet la coordination et la communication entre les autorités commerciales et minières, pour garantir que les producteurs ASDM respectent les lois du commerce et du travail et qu'ils soient appuyés en tant qu'agents économiques.	
	Les agences responsables de l'application de la loi et les douanes se coordonnent avec les autorités minières sur la production de diamants et les problèmes de contrebande.	This is to ensure coordination and communication between mining and border agency officials to reduce cross-border smuggling and unchecked capital flight. Cela permet la coordination et la communication entre les autorités minières et les responsables des douanes pour réduire la contrebande transfrontalière et la fuite incontrôlée des capitaux.	
<b>Total de oui ____</b>	Un total de 7 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
---------	----------------------------	---------------------------	-------------------

**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?



## ACTION DE POLITIQUE B5

### OBJECTIF DE POLITIQUE : AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES DANS LES COLLECTIVITES ASM

#### ACTION DE POLITIQUE B5 : ASSURER LA SANTE AU TRAVAIL ET LA SECURITE DES TRAVAILLEURS.

« Les conditions en matière de santé et de sécurité des travailleurs dans les sites d'extraction alluviale et artisanale sont souvent très nettement inférieures à ce qu'elles sont dans les zones d'extraction industrielle. Les participants sont encouragés à tenter de réduire les menaces à la santé et à la sécurité par le biais de programmes visant spécifiquement le secteur ASM. Ils devraient procéder à l'échange des meilleures pratiques dans le domaine de l'hygiène du travail et de la gestion de la sécurité. En outre, ils sont encouragés à surveiller les dangers potentiels ainsi qu'enregistrer les cas de blessures et de décès dans les sites d'extraction artisanale et prendre les mesures de prévention et de protection qui s'imposent conformément aux législations nationales. » – *Déclaration de Washington (B5)*

#### *Catégorie 1 : Améliorer la santé et la sécurité sur les sites d'ASDM.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Il existe des directives de santé et de sécurité claires élaborées pour les sites d'ASDM et les intervenants touchés.		Le Comité de la Campagne de formation et de sensibilisation du Projet de Gestion durable des ressources minérales en Ouganda a produit un Manuel d'exploitation minière à petite échelle en 2012. Ce document de 400 pages comprend des références aux risques de santé et de sécurité spécifiques pour chaque minéral partout, ainsi qu'un chapitre de 25 pages décrivant les causes des accidents, les principaux risques de l'ASM, et fournit des conseils sur la façon d'identifier, d'analyser et de contrôler les risques sur le site minier, et la façon de promouvoir la santé et la sécurité au travail sur le site.
	Il y a des opportunités régulières de formation gratuite ou abordable pour tous les artisans miniers pour qu'ils se renseignent sur la santé et la sécurité sur site, y compris les principaux risques et dangers et comment les prévenir, se préparer et répondre aux urgences.	Les artisans miniers sont généralement désireux d'apprendre comment mieux se protéger et sécuriser leurs sites, mais ne peuvent pas avoir accès aux informations sur la façon de le faire. Par exemple, les titulaires de licence et les travailleurs miniers peuvent avoir besoin d'aide pour comprendre la géologie des gisements de manière à approcher correctement les risques de santé et de sécurité. La compréhension des dangers relatifs aux gisements peut aider à déterminer comment creuser les galeries, etc.  Les sites d'ASDM peuvent être très dynamiques avec une population du chantier fluctuante et des artisans miniers venant et quittant le site; les artisans miniers formés à la dernière session se sont peut-être déplacés et ceux qui n'ont pas reçu	Au Sierra Leone, DDI élabore un programme pour éduquer les artisans miniers du diamant sur les problèmes de santé et de sécurité, y compris la façon d'éviter les blessures et les accidents.  En RDC, le SAESSCAM a organisé des ateliers de formation en santé et sécurité pour les artisans miniers légaux au cours d'une phase pilote de formalisation le secteur d'ASM.

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		<p>de formation sont peut-être déjà arrivés.</p> <p>Les autorités locales ou nationales, les ONG et le secteur privé ont tous un rôle à jouer dans l'identification des dangers de santé.</p>	
	<p>Les risques potentiels de santé et de sécurité relatifs à l'ASDM affectant la communauté minière et d'autres communautés voisines ont été identifiés.</p>	<p>Les procédés de l'ASDM peuvent polluer l'eau et l'air d'une façon qui occasionne des dangers de santé pour les communautés environnantes ou localisées en aval.</p> <p>D'autres risques peuvent inclure l'incidence élevée de malaria et des maladies sexuellement transmissibles fréquemment associées aux populations ASM. Ils incluent aussi le taux élevé de « cécité des rivières » (onchocercose), la bilharziose et d'autres maladies hydriques au sein des populations de l'ASDM.</p>	<p>Downstream, regional, and nearby impacted communities can play a role in the development or review of health &amp; safety standards of the ASDM sector.</p> <p>Les communautés affectées en aval, régionales et voisines peuvent jouer un rôle dans le développement ou la revue des normes de santé et sécurité du secteur ASDM. Des mécanismes de rapportage des problèmes sanitaires et sécuritaires peuvent être développés pour renforcer les communautés, élargir la capacité de surveillance des régulateurs, et augmenter le sens des responsabilités dans le secteur.</p>
	<p>Une perspective de genre est utilisée dans l'identification et l'atténuation des risques pour la santé et la sécurité sur tous les lieux et à toutes les échelles.</p>	<p>Les hommes et les femmes ont souvent des rôles différents sur le site minier et différentes vulnérabilités. La répartition des risques pour la santé et la sécurité est différente pour les hommes et les femmes, les garçons et les filles. Il est important que les artisanes minières aient accès aux services de santé et de reproduction. L'accès peut être amélioré par les cliniques locales fournissant des services de dépistage et d'éducation sanitaire ciblant spécifiquement les artisanes minières.</p>	
	<p>Il existe un suivi significatif de ces problèmes de genre dans les régions ASDM et dans les centres de services localisés dans les régions ASDM.</p>	<p>Sur certains chantiers miniers, la violence et le harcèlement sexuels sont extrêmement courants. Leur éradication nécessite une batterie de stratégies. Par exemple, des opportunités régulières de formation pour les hommes et les femmes pour les renseigner, les moyens de recours légaux et l'accès à la justice, etc.</p>	
	<p>Dans la pratique, les lois nationales sur le travail des enfants sont respectées sur les chantiers miniers.</p>		
	<p>L'équipement de protection des travailleurs miniers est considéré abordable par les artisans miniers et est disponible pour achat sur les sites miniers.</p>	<p>Les travailleurs miniers peuvent être conscients des risques et des mesures qu'ils devraient prendre, mais peuvent ne pas avoir accès à l'équipement nécessaire pour se protéger (par exemple bottes à</p>	

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
		bouts d'acier, lunettes, gants), soit parce que cet équipement n'est pas disponible localement, ou parce que ce qui est disponible est trop cher. Il est aussi important de noter que les travailleurs miniers peuvent avoir accès à l'équipement mais ne savent pas l'utiliser, ou choisissent de ne pas l'utiliser pour des raisons de mode ou autres. L'éducation et l'apprentissage sont nécessaires.	
	Les centres de santé locaux des régions minières sont bien préparés à identifier et traiter les blessures fréquentes qui ont lieu sur les chantiers miniers, ainsi que les maladies fréquentes des artisans miniers.	Un diagnostic rapide et la disponibilité du traitement peut sauver des vies. Bien que certaines blessures soient communes au secteur ASM à travers le monde, certaines sont spécifiques au contexte local et sont influencées par les méthodes en pratique, la géologie et la chimie des sols. L'exploitation minière peut révéler des matériaux nuisibles comme des poussières. Ainsi, les opérations ASM du Nigéria ont provoqué une crise de saturnisme parmi les enfants des populations adjacentes due au contenu élevé de plomb dans le sol et sa perturbation par les artisans miniers. Le système de santé a été pris de cours par cette crise.	
	Les autorités sanitaires contrôlent régulièrement les taux de malnutrition chez les enfants et les adultes dans les régions minières, et sont capables de fournir un complément nutritionnel en cas d'urgence.	L'insécurité alimentaire, les migrations et d'autres raisons provoquent des problèmes de malnutrition chez les enfants et les adultes des régions minières. Le problème est plus prononcé chez les enfants qui ont des besoins nutritionnels particuliers à des moments clés de leur développement.	
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 7 réponses « oui » est possible <div style="display: flex; flex-direction: column; gap: 5px;"> <div style="display: flex; align-items: center;"><span style="width: 15px; height: 15px; background-color: red; margin-right: 5px;"></span> Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge</div> <div style="display: flex; align-items: center;"><span style="width: 15px; height: 15px; background-color: yellow; margin-right: 5px;"></span> Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune</div> <div style="display: flex; align-items: center;"><span style="width: 15px; height: 15px; background-color: green; margin-right: 5px;"></span> Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte</div> </div>	Couleur assignée : _____.	




**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de « bonnes pratiques » ?

*Catégorie 2 : Promouvoir les bonnes pratiques, contrôler et travailler à prévenir les dangers sur site conformément aux lois nationales.*

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
	Il existe un mécanisme de signalement pour documenter les problèmes courants de santé et de sécurité des sites ASDM, et des mesures sont prises pour gérer ces problèmes.	Seule la documentation des événements de santé et de sécurité peut générer des données permettant aux régulateurs d'évaluer les dangers les plus fréquents et les plus sérieux dans les régions et les sites miniers.	
	Il existe une base de données qui relève la localisation et les l'immatriculation des sites ASDM avec des répétitions d'infractions importantes de la santé et de la sécurité des mines.	Cela aide les régulateurs à prendre des mesures appropriées contre les détenteurs de permis et / ou les gestionnaires de sites qui ne respectent pas leurs obligations en matière de santé et de sécurité au travail.	
	Les moniteurs des mines ou d'autres autorités d'application de la loi tentent des actions correctives ou des formations supplémentaires sur les sites avec des infractions répétées où des avertissements ont été émis antérieurement.	Afin d'encourager un bon comportement légal des détenteurs de permis et les gestionnaires de sites, les infractions répétées doivent être pénalisées.	
	Les inspecteurs des mines donnent des conseils de sécurité sur les sites quand ils les visitent.	Étant donné que les inspecteurs des mines visitent les sites pour contrôler leur conformité réglementaire, il convient qu'ils soient également capables de guider les artisans miniers sur ce que la loi exige et la façon dont les titulaires peuvent rester conformes.	
	Les inspecteurs des mines reçoivent une formation en gestion de la sécurité et de la santé au travail dans le but de se former et de fournir des conseils aux autres.		Le mandat de la SAESSCAM (Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière sur petite échelle) en RDC comprend la fourniture aux artisans miniers de conseils sur la sécurité du site minier traduits dans leur langue maternelle, et l'assurance que les politiques sont appliquées sur le terrain.
	Les inspecteurs des mines identifient, documentent et suivent les risques de sécurité et de santé sur les sites ASM ainsi que leurs causes spécifiques (par exemple, les méthodes d'exploitation minière, la chimie du sol, les méthodes de traitement, les pratiques d'hygiène personnelle de artisans miniers, etc.).	En les chargeant d'appuyer les gestionnaires des chantiers, les inspecteurs des mines deviennent des acteurs plus positifs du secteur auprès des artisans miniers. Ils ne sont ainsi pas seulement chargés d'identifier et de signaler les infractions, mais d'aider les artisans à les gérer.	
	Il existe des échanges de bonnes pratiques d'informations ou des possibilités de formation entre les sites et les régions minières, ou avec d'autres pays d'ASDM.		Au Sierra Leone, c'était au cours d'un atelier de DDI avec les détenteurs de permis qu'une bonne pratique de sécurité a été identifiée par une femme titulaire d'un permis. Elle avait pris l'habitude de garder un secouriste à temps plein sur le site afin de maintenir la

Oui/Non	Déclaration de performance	Description/justification	Exemple pertinent
			productivité. Le secouriste servait à identifier les personnes qui étaient trop malades pour travailler de façon productive ou qui pourraient infecter d'autres personnes. La pratique a été rapidement adoptée par les détenteurs de licence d'ASDM dans la région. La plupart des secouristes travaillant sur les sites miniers dans cette région se trouvent être des femmes.
<b>Total de oui</b> ____	Un total de 7 réponses « oui » est possible	Couleur assignée : _____.	
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 0-2, assignez une couleur rouge		
	 Si le nombre de réponses « oui » se situe entre 3-5, assignez une couleur jaune		
	 Si le nombre de réponses « oui » est 6 ou plus, assignez une couleur verte		

**REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR:**

**Remarques sur les principaux défis :** Ce pays est-il confronté à des défis uniques dans ce domaine ? Qu'est ce qui le rend unique ? Où les domaines sont-ils nécessaires pour la politique ou l'innovation réglementaire?

**Remarques sur les innovations :** Ce pays a-t-il répondu à ces défis d'une manière unique ? Cela serait-il considéré comme une meilleure pratique ou un modèle de «bonnes pratiques» ?

# ANNEXE C: PROFIL DE PAYS

Cadre de Diagnostic de la Déclaration de Washington				
Feuille de profil pays				
Date :				
Aperçu :				
Pays :		Population ASDM totale estimée :		
Population totale :			Nombre estimatif de travailleurs à plein temps, toute l'année :	
Superficie totale (en km <sup>2</sup> ) :			Nombre estimatif de travailleurs à mi-temps ou saisonniers :	
Quelles sont les principales régions ASDM du pays?			Ratio estimatif de genre des travailleurs des mines formels :	
Volume d'export total de diamants :			Ratio estimatif de genre des travailleurs des mines informels :	
Production ASM:			Quelle est la forme prédominante d'exploitation alluviale?	Choisir entre « artisanal » ou « à petite échelle »
Production industrielle:				
Minerais exploités par l'ASM autres que le diamant (formellement ou			Quelles sont les lois applicables qui gouvernent le secteur ASM?	

## Cadre de Diagnostic de la Déclaration de Washington

### Feuille de profil pays

informellement) :			
Quelles est la définition légale de l'exploitation artisanale du diamant?		Quels ministères sont présentement impliqués dans le contrôle du secteur?	
Quelle est la définition légale de l'exploitation de diamant à petite échelle?			

**U.S. Agency for International Development**

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, D.C. 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

**[www.usaid.gov](http://www.usaid.gov)**